

**27 DÉCEMBRE 2011 A 11H
AU PÈRE-LACHAISE, L'ANACR
REND HOMMAGE AU COLONEL
FABIEN ET À SES CAMARADES**

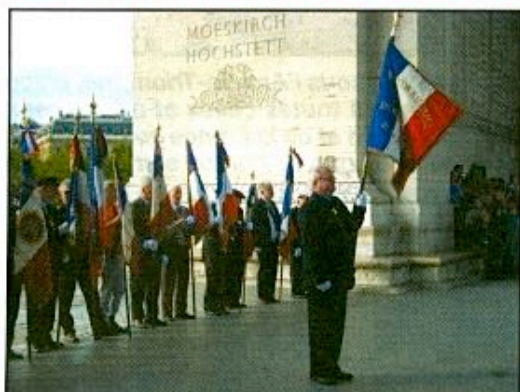
(Rendez-vous à 10h30 à l'entrée du cimetière)

LE JOURNAL DE LA RÉSISTANCE

FRANCE D'ABORD
FONDÉ DANS LA CLANDESTINITÉ EN 1941

Rédaction-Administration, 79, rue Saint-Blaise, 75020 Paris
N° 1246-1247-1248 - 3^e TRIMESTRE 2011

L'ANACR HONORE LES RÉSISTANTS TOMBÉS DANS LA LUTTE



Le 23 août dernier, l'ANACR a rendu hommage aux Résistants tombés pour la liberté de la France et la victoire sur le nazisme. Au centre, le Secrétaire d'Etat, M. Marc Laffineur, entouré du Président Louis Cortot, Compagnon de la Libération, et de Cécile Rol-Tanguy (voir page 2).



Pierre Georges, "Fabien"

21 AOÛT 1941, LE «COUP DE FEU DE FABIEN»

Le 21 août 1941, à Paris, au Métro Barbès-Rochechouart, un coup feu retentissait ; l'aspirant Moser, un officier allemand de la Kriegsmarine, s'écroulait. Pierre Georges, «Frédo», un militant des jeunesses communistes clandestines venait, en représailles de l'exécution le 19 août de Samuel Tyszelman («Titi») et d'Henri Gautherot, arrêtés lors de manifestations antiallemandes à Paris, de donner le signal de la lutte armée contre l'occupant nazi. «Titi est vengé...»

Pierre Georges, âgé en 1941 de 22 ans, était allé en 1936 combattre dans les rangs des Brigades internationales le fascisme en Espagne, d'où, blessé à 3 reprises, il reviendra en 1938 avec le grade de sous-lieutenant. C'est en Franche-Comté en 1942, qu'il prendra le pseudonyme de Fabien, qu'il illustrera notamment lors de l'insurrection de Paris en 1944 et à la tête du 15-1, régiment ayant intégré les FFI parisiens dans la nouvelle armée française.

Pour tenter de stopper le développement de la lutte de Résistance armée, les nazis mettront en place la sinistre politique des otages, afin de terroriser la population.

SOUTENIR L'ACTION DE L'ANACR



**Donner à
l'ANACR
les moyens
de vivre
et de lutter
pour les
idéaux de la
Résistance !**

Chaque année, l'effort financier fait par les adhérents et par les Amis de l'ANACR, en souscrivant les bons de soutien, en les diffusant autour d'eux, est une aide précieuse, irremplaçable pour notre Association, pour lui conserver les moyens financiers de son combat pour la mémoire et les valeurs de la Résistance, pour lutter contre les résurgences du fascisme.

Les talons des bons de soutien pourront être, accompagnés de leur règlement, renvoyés au siège national jusqu'au 31 décembre.

DANS NOTRE SOMMAIRE :

- P. 2 : A l'Etoile. Journée de la Résistance
- P. 3 : Editorial
- P. 4 : Un mouvement : « La Voix du Nord »
- P. 5 : Une héroïne, Francine Fromond
- P. 6-7 : Antinazis allemands en Lozère
- P. 8 : Le bataillon du Pacifique
- P. 9 à 13 : Le dossier : Les lycéens dans la Résistance
- P. 14-15 : Résistants de tous pays...
- P. 16-17 : La bête immonde
- P. 18 à 20 : La vie de l'Association
- P. 21-22 : Nos deuils
- P. 23 : Avis de Recherche
- P. 24 : Les livres

L'ANACR RAVIVE LA FLAMME SUR LA TOMBE DU SOLDAT INCONNU



Comme chaque 23 août, en ravivant la flamme sur la sépulture du Soldat inconnu, sous l'Arc-de-Triomphe, place de l'Etoile - Charles-de-Gaulle, l'ANACR rendait à nouveau cette année hommage à toutes celles et à tous ceux qui, dans rangs de la Résistance sur le sol national occupé, dans ceux de la France Libre et de la France combattante, dans ceux de la 1^{re} Armée, et dans les camps de la morts nazis, sont tombés pour que la France soit libérée du joug de l'occupant et de ses complices pétainistes, pour que son peuple retrouve sa liberté, pour vaincre le nazisme et ses alliés fascistes.

Pour la première fois depuis plus de 25 ans, la cérémonie était honorée, en la personne de M. Marc Laffineur, Secrétaire d'Etat auprès du ministre de la Défense, de la présence du membre du Gouvernement en responsabilité du monde Combattant. Ont aussi fait l'honneur de leur présence le général Bruno Cuhe, Président du Comité de la Flamme, Mme Odette Christienne, Conseillère de Paris déléguée aux relations Armée-Nation, M. Jacques Goujat, Président de l'Union Française des Associations de Combattants (UFAC) et de la FNCPG-CTAM, M. Raphael Vahé, Président de l'ARAC, M. André Cognard, Secrétaire général de la FNACA, ainsi que plusieurs élus.

Plusieurs dizaines d'adhérent(e)s de l'ANACR de ses comités de Paris et de la Région parisienne mais aussi venus de départements plus éloignés (Eure, Aisne, Loir-et-Cher...) étaient présents. La direction nationale de l'ANACR était représentée par Louis Cortot, Président, Compagnon de la Libération, Cécile Rol-Tanguy, membre du Comité d'honneur national, Guy Deschamps, qui portait le drapeau national, Robert Foreau-Fenier, Jean-Paul Riffault, Charles Sancel, Christiane Tardif, membres du Bureau national, Jacques Varin, secrétaire général, et Jacques Weiller, vice-président.

La Gerbe de M. le Secrétaire d'Etat fut déposée par M. Laffineur, qui avait tenu à associer Louis Cortot à son geste, celle de la Direction nationale de l'ANACR par Louis Cortot, Cécile Rol-Tanguy et Jacques Varin, celle du Comité de Paris de l'ANACR par Jacques Weiller et Claude-Roland Souchet, Présidents. Roland Cléry, membre du Conseil national et président du Comité des Hauts-de-Seine de l'ANACR, portait le fanion du Comité de la Flamme. La musique des Gardiens de la paix de Paris interpréta la Marseillaise, le Chant des Partisans et les sonneries. Un détachement militaire rendit les honneurs.

JOURNEE NATIONALE DE LA RESISTANCE, LE 27 MAI

Journée de la Résistance : ci-dessous, l'exemple des Alpes-Maritimes. Dans notre prochaine parution : l'Ille-et-Vilaine, le Nord...

Dans les ALPES-MARITIMES, à Nice, une cérémonie, organisée par le Comité local de l'ANACR et l'Association Azurienne des Amis du Musée de la Résistance, s'est déroulée le 27 mai en fin d'après-midi dans le Jardin de la Villa Thiole, rue Malausséna, devant la stèle de Jean Moulin, en présence de M. le Directeur de l'ONAC représentant M. le Préfet, de représentants du Président du Conseil général et du maire de Nice, des présidents locaux ou départementaux de l'UFAC, de l'ARAC, de la FNDIRP, de la FNDIR, de la G.G.T., des Retraités G.G.T., d'élus municipaux, départementaux, ainsi que de près de 80 personnes. Après une présentation par Henriette Dubois, secrétaire du Comité ANACR de Nice, secrétaire générale départementale, de la cérémonie - dont le protocole était assuré par la municipalité de Nice, Max Barbancey, co-président départemental de l'ANACR, prononça une allocution avant le dépôt des gerbes. Le Chant des Partisans et la Marseillaise furent interprétés par la musique des pompiers.

A Grasse, la cérémonie a été organisée par l'ANACR le 27 mai devant le Monument aux Morts, cours Honoré-Cresp. Après une intervention de Pierre Théron, Président du Comité local de l'ANACR qui rendit hommage à Jean Moulin, qui « continue à vivre comme "lieu de mémoire" », des gerbes furent déposées pour l'ANACR par Pierre Théron, accompagné de Simone Grzybowski, ancienne déportée, de M. Giordano, ancien Résistant et de M^{re} Guy Bargain, pour le Conseil général, par M. Jérôme Viaud, conseiller général de Grasse nord, accompagné de Pierre Théron et de M. Albert Cerato, de l'UNC, pour la municipalité de Grasse par M. Jean-Pierre Bicaill, Conseiller municipal délégué, accompagné de M. Robert Theeten, déporté-résistant, et de M. Gérard Bianconi, Président de l'UNSOR.

A Villefranche-sur-Mer, une cérémonie, organisée par Jean-Frédéric Marchessou, vice-président de l'ANACR, s'est déroulée le 27 mai devant la plaque Jean-Moulin installée dans les jardins de la Citadelle. Une cinquantaine d'enfants des classes de CM1 et CM2 de l'école Calderoni, en chemise blanche avec un

brassard F.F.I. et portant un grand drapeau tricolore avec Croix de Lorraine, sont arrivés dans la Citadelle en chantant le Chant des Partisans. Puis, après avoir chanté la Marseillaise sous la direction de leurs enseignants, ils se sont montrés attentifs aux discours évoquant la Résistance de MM. Gilbert Grosogoeat, maire, René Vestri, sénateur, et Gilbert Mary, vice-président du Conseil général. Des gerbes ont été déposées par MM. Grosogoeat et Mary, et par M. Jaussard adjoint au député-maire de Menton, accompagné de Maurice Marchessou.

A Vallauris, 50 personnes étaient présentes, dont 16 élèves du Collège Picasso, avec leur professeur d'histoire qui prépare les élèves au CNRD depuis plusieurs années. Julie Nébléza, au nom du Comité local, retraça le parcours républicain et Résistant de Jean Moulin et termina, très émue, par la lecture d'un extrait du discours de Malraux lors de l'entrée de « Max » au Panthéon. Elie Accusano, Président d'honneur, rendit un vibrant hommage au fondateur du CNR. Puis M. Gérard Piel, Conseiller régional, rappela les avancées sociales du Programme du CNR et ses remises en cause, Alain Gumiell, Maire de Vallauris, Conseiller général, salua en Jean Moulin l'un des grands hommes qui ont fait l'histoire de la France. Après la Marseillaise, 4 collégiens se succédèrent au micro pour lire des passages très applaudis du célèbre discours de Malraux. Une commémoration marquée par la présence des jeunes...

A Antibes, la cérémonie s'est déroulée à la Stèle Jean-Moulin. La municipalité était représentée par MM. Padovani et Gente, Conseillers municipaux délégués. On notait la présence de nombreux présidents d'associations, de M. Christian Giampreti, Président UFAC. Roger Jaquet, Président du Comité ANACR, a déposé une gerbe.

A Menton, la commémoration a eu lieu devant le Monument de la Résistance où, en présence des professeurs et élèves participant au CNRD, Solange Rodrigues, coprésidente départementale ANACR, a longuement évoqué le combat et le sacrifice de Jean Moulin. Des gerbes furent déposées par la municipalité de Menton et l'ANACR.

LE JOURNAL DE LA RESISTANCE, PASSEUR DE MÉMOIRE ET PORTEUR DE CONNAISSANCES

DANS NOTRE AGENDA

LES 19 ET 20 NOVEMBRE, PERIGORD-MEMOIRE- HISTOIRE...

organise au Théâtre de Périgueux, avec le soutien de l'ANACR, et précédées par une « journée de sensibilisation au Concours de la Résistance et de la Déportation 2012 » le vendredi 18, plusieurs conférences-débat ayant notamment pour thème la part prise par les cheminots dans la Résistance, le rail dans le Programme du CNR., sur les écrits et productions artistiques dans les camps. Le samedi soir à 20h et le dimanche à 18h, deux spectacles.

Inauguration du Salon le samedi 19 à 10h, première conférence-débat à 14h30

* *
*

27 DECEMBRE : HOMMAGE A FABIEN AU CIMETIERE DU PERE-LACHAISE A PARIS

Comme chaque année, l'ANACR rendra, avec les anciens du 15-1, hommage à Pierre Georges, le colonel Fabien, tombé avec plusieurs de ses camarades de combat à Habsheim, le 27 décembre 1944.

Et s'inclinera sur la sépulture de Pierre Villon, secrétaire général du Front National clandestin, vice-président du CNR et Président du Comac, Président de l'ANACR durant de nombreuses années.

On se réunira à l'entrée du Père-Lachaise à 10h30, la cérémonie débutera à 11 h.

Faire que la voix de la Résistance ne s'éteigne pas avec la disparition des derniers Résistants est une nécessité sur laquelle tout le monde s'accorde.

Car le monde et ses guerres, le monde et ses dictatures, le monde et ses injustices, le monde et ses racismes, nécessite que soit passée la mémoire des combats de ceux qui il ya plus de 70 ans luttèrent contre ces fléaux du présent qui alors dominaient le monde.

Or cette nécessaire transmission de la mémoire nécessite un passage de relais des acteurs aux passeurs de mémoire, même si certains méconnaissent sa nécessité ou sa possibilité.

Certes, il est évident que les Résistantes et les Résistants ont par rapport aux contemporains et quelles que soient les réflexions sur la notion de témoignage et sa place dans l'approche de la réalité historique, l'avantage d'être porteurs d'un vécu personnel, d'une expérience et d'une connaissance de l'époque - donc du contexte - irremplaçables, mais qu'on ne peut que se résoudre à admettre qu'il ne peut être pérenne.

La légitimité de ceux qui se veulent être « passeurs de mémoire » pour parler aujourd'hui et demain de la Résistance ne peut - du moins pour la plupart d'entre eux - découler de leur vécu personnel, mais de la connaissance acquise, parfois dans le milieu familial, douloureusement pour ce qui est des enfants de martyrs de la Résistance, ou au contact de Résistantes et Résistants, tout particulièrement au sein de l'ANACR, par l'étude aussi.

Une connaissance qui doit être acquise et approfondie avec rigueur, rigueur à laquelle doivent être particulièrement attentifs les « Ami(e)s de la Résistance (ANACR) », connaissance qu'ils ont pour mission de largement diffuser. Cette connaissance approfondie acquise est source de légitimité des historiens spécialisés pour parler de la Résistance, dont la parole et les écrits, comme ceux des témoins, doivent être toujours reçus avec un sens critique éveillé.

Il faut en effet être présents et précis dans le domaine de la diffusion de la connaissance historique. Sur la Résistance mais aussi sur le fascisme, car la connaissance historique authentique de ce qui s'est déroulé entre 1914 et 1945 en Europe est, par ses résonnances contemporaines, un enjeu du combat démocratique ; d'autant plus que la crise multiforme que connaît notre société - et dont les incidents voire les affrontements qui régulièrement affectent les quartiers défavorisés de nos villes sont révélateurs de la profondeur - ne peut que susciter des inquiétudes, car se réveillent des menaces que l'on aurait pu croire disparues.

En s'appuyant sur les enseignements de l'Histoire, il faut convaincre le plus grand nombre de la nécessité d'être vigilants contre toutes complaisances contemporaines - même « soft » - à l'égard des idéologies qui furent vaincues en 1945, complaisances qui pourraient de plus comme celles d'il y a trois quarts de siècle se révéler funestes.

Parfois moins provocatrice, plus insidieuse mais non moins néfaste est l'altération de la réalité de ce que fut la Résistance : en relativisant son rôle - notamment militaire - dans la libération de notre pays, en mettant en cause ou ignorant son caractère pluraliste, en hypertrophiant tel ou tel incident, en calomniant les Résistants. Et dans ce domaine aussi ceux qui luttent contre cette altération - les Ami(e)s de la Résistance en premier lieu - trouveront dans ce combat une source de renforcement de légitimité pour continuer à parler de la Résistance, de ses combats mais aussi de ses valeurs.

C'est à ce passage de la mémoire de la Résistance, à cet approfondissement de sa connaissance, à sa diffusion le plus large que notre journal entend avec sa nouvelle formule se consacrer. Une diffusion à laquelle ses lecteurs peuvent contribuer, notamment en le faisant connaître autour d'eux, en premier lieu dans les établissements scolaires.

Le Journal de la Résistance

LA VOIX DU NORD



Le 1^{er} numéro imprimé de la Voix du Nord, du 1^{er} janvier 1943

Les fondateurs de ce qui va devenir l'un des principaux mouvements de Résistance de la Région Nord-Pas de Calais, sont symboliques de ce que fut le rassemblement qui s'opéra dans la Résistance pour mener un combat qui s'avérera commun à des femmes et des hommes de diverses sensibilités, animés de la même volonté de libérer la patrie envahie et d'y restaurer les libertés, de vaincre la barbarie nazie.

Natalis Dumez, fut de 1919 à 1928 le maire démocrate-chrétien de Bailleul, ville dévastée par la Première Guerre mondiale - lors de laquelle il combattit - et qu'il fit reconstruire dans un style Renaissance flamande.

Jules Noutour, lui aussi combattant de la Première Guerre mondiale, était devenu Gardien de la Paix en 1922. De sensibilité socialiste, il s'était engagé dans le syndicalisme, devenant le secrétaire général de l'Association professionnelle de la Police de Lille et le secrétaire général de l'Union départementale des policiers du Nord, en même temps que responsable de son journal.

Tous deux, dès l'été 1940, entrent en résistance à l'occupant, Natalis Dumez organise une chaîne d'évasion pour les soldats alliés, Jules Noutour, affecté à un poste de simple policier municipal s'oppose à sa hiérarchie et à la dissolution des Associations professionnelles ; il sera révoqué en décembre 1941 par le Préfet.

De leur rencontre, et aussi de celles d'avec quelques autres qui partagent leurs opinions et leur volonté d'engagement, va naître «La Voix du Nord», «organe de la Résistance de la Flandre française», dont le 1^{er} numéro - cinq feuillets dactylographiés - paraît le 1^{er} avril 1941, et dans lequel on peut lire : «L'ennemi a occupé la France en trois zones distinctes, il s'efforce de diviser les Français (...). Ne tombons pas dans le piège (...). On ne transige pas avec le devoir et avec l'honneur, on ne pactise pas avec le mal, on ne collabore pas avec l'ennemi.»

C'est que le risque de voir la France non seulement morcelée - elle l'est - mais aussi dépecée est bien réel. Déjà, en violation de l'armistice, les nazis ont entamé le processus d'annexion de l'Alsace et de la Moselle.

Les départements du Nord et du Pas-de-Calais, séparés du reste de la France en formant depuis le 7 juillet 1940 une «zone réservée» incluse dans une plus grande «zone interdite» au nord de la Somme, sont placés sous

l'autorité de l'Oberfeldkommandantur 670 dépendant du «Militärbefehlshaber im Belgium und Nord-Frankreich» siégeant à Bruxelles.

De plus, en février 1941, l'OFK 670 a autorisé les activités du Vlaamsch Verbond van Frankrijk (VVF), un mouvement identitaire flamand fondé en 1929 par l'abbé Jean-Marie Gantois¹ et qui a noué des liens avant guerre avec les nationalistes flamands pronazis de Belgique. Pendant l'Occupation, il sera sensible aux discours sur le caractère germanique de la Flandre et la «réunification» des terres flamandes.

La «Voix du Nord» va donc lutter contre l'occupant, contre le régime pétainiste qui est son complice mais aussi contre les tendances séparatistes du mouvement flamand.

Jusqu'au numéro 39, le Journal est quasiment entièrement écrit par Natalis Dumez. Dactylographié, il est reproduit de la même manière ou recopié ; fin 1941, son tirage atteint quelques centaines d'exemplaires, déposés dans des boîtes à lettres, chez des commerçants amis qui s'en font les diffuseurs. Les premiers numéros sont fabriqués 3 rue Castiglione à Lille, chez Natalis Dumez. Le tirage montera à quelques milliers d'exemplaires quand la «Voix du Nord» pourra être ronéotypée.

Le Journal dénonce les crimes de l'occupant, les collaborateurs, exalte le combat de la Résistance et des Français libres, la lutte de l'Angleterre. En septembre 1942, le journal dénonce les rafles juives menées les 10 et 11 à Lille et dans les villes de la région.

AMI SI TU TOMBES

Par son réseau de diffuseurs, aussi impliqués le plus souvent dans d'autres structures de Résistance - notamment des réseaux d'évasion - la «Voix du Nord» est devenue aussi en 1942 un mouvement, qui va attirer l'attention de la Gestapo. Le 7 septembre 1942, Natalis Dumez² est - victime de l'infiltration d'un agent double - arrêté à Lezennes, dans la maison où le journal était fabriqué.

Un an plus tard, Jules Noutour, qui a poursuivi la publication du journal (le n° 47, du 1^{er} janvier 1943, imprimé, est tiré à 15000 exemplaires) est à son tour arrêté, le 1^{er} septembre 1943, par la police de sûreté allemande (Sipo-SD), avec son épouse et leur fille âgée de 14 ans. violemment torturé, il est condamné par un tribunal militaire allemand à 20 ans de travaux forcés et déporté le 27 janvier 1944 au camp de Gross-Rosen ; où il trouvera la mort en février 1945.³

Les coups portés sont sévères, outre Natalis Dumez et Jules Noutour, d'autres rédacteurs du Journal et dirigeants du mouvement ont été arrêtés le journal cesse sa parution pendant près d'un an, une partie des militants de sensibilité socialiste ont quitté le mouvement pour rejoindre Libération-Nord.

Le 5 septembre 1944, paraît au grand jour le n° 66 de la Voix du Nord, soixante-cinq auront été publiés dans la clandestinité au prix de nombreux sacrifices ; le dernier, d'entre-eux, le n° 65, daté d'août 1944, titre «Vive la France».

¹ L'abbé Gantois sera condamné à cinq ans de prison à la Libération.

² Natalis Dumez rentrera de déportation. Il fut membre du Bureau National de l'ANACR de 1954 à 1966, de son Comité d'honneur jusqu'en 1974.

³ Son épouse Jeanne, internée 5 mois à la prison de Loos, sera transférée à Essen, puis à Ravensbrück et Mauthausen. Elle sera libérée au printemps.

FRANCINE FROMOND

Née le 2 octobre 1917 dans une famille ouvrière des Lilas, près de Paris, Francine Fromond, fille d'un ajusteur-mécanicien qui sera tué en 1932 lors d'une manifestation de chômeurs, devint à 13 ans vendeuse, puis sténodactylo. Syndiquée au syndicat des employés, participant à la Fédération sportive du travail (FST) et au Secours Rouge International (SRI), elle adhère aux Jeunesses communistes puis au Parti communiste ; dont elle devient une responsable dans la banlieue Est de Paris au milieu des années trente.

Envoyée en juin 1935 en URSS, elle est pendant quelques mois dactylo au département des traductions de l'Internationale communiste puis entre, en novembre 1935, à l'École léniniste internationale où elle reçoit une formation technique dans le domaine des liaisons radio. De retour en France, elle va participer à la création en 1936 de la nouvelle Union des Jeunes filles de France (UJFF), dont elle fut secrétaire de la région Paris-Est et membre du Comité national.

SOLIDARITE AVEC LA REPUBLIQUE ESPAGNOLE

Francine Fromond – dont le frère Marcel va tomber en 1938 dans les rangs des Brigades internationales – s'implique dans l'aide à la République espagnole, qui fait face au soulèvement militaire dirigé par Franco et est agressée par Hitler et Mussolini, ainsi que dans celle aux réfugiés espagnols.

Pendant les années 1936-1939, elle travaille comme secrétaire de Giulio Ceretti (Pierre Allard), lequel supervise l'activité de la Compagnie maritime France-Navigation qui force le blocus maritime, mis en place par les franquistes, pour faire parvenir aux forces républicaines ravitaillement, armes et munitions.

Fin août 1939, dans le cadre des mesures prises à l'encontre du Parti communiste et qui vont conduire à sa dissolution officielle en septembre, la compagnie France-Navigation est mise sous séquestre fin août 1939 par le gouvernement Daladier, qui, le 25 janvier précédent, avait précédem-

ment reconnu le gouvernement Franco en Espagne et envoyé Pétain comme ambassadeur auprès de lui.

Fin septembre 1939, Francine Fromond se rend en Belgique auprès d'Eugen Fried, le délégué de l'Internationale Communiste en France auprès du Parti communiste français et qui s'est replié à Bruxelles après son interdiction. Il y poursuit sa mission sous couverture de la publication légale de la revue «Cercle d'art», dont Francine Fromond assure officiellement le secrétariat de rédaction. Par ailleurs elle met ses capacités de technicienne radio au service de Fried...

Fin 1939, elle quitte la Belgique pour le Danemark, où elle sera arrêtée par les Allemands lors de l'invasion du pays en mai 1940 par la Wehrmacht. Libérée, elle va rejoindre l'Union soviétique, où elle suivra à nouveau des cours de liaisons radio.

Evacuée avec la direction de l'Internationale communiste pour laquelle elle travaille vers Oufa – ville située à 1200 Km à l'est de Moscou – lors de l'avancée allemande vers la capitale soviétique à l'été 1941, elle va revenir en France avec Raymond Guyot, député communiste déchu de son mandat, dirigeant de la Jeunesse Communiste française et de l'Internationale communiste des jeunes (ICJ), et Daniel Georges, le frère du futur colonel Fabien.

RETOUR EN FRANCE, DANS LA RESISTANCE

Fin 1941, tous trois vont – via Arkhangelsk, le Spitzberg, Mourmansk – au nord de la Russie, et l'Islande – gagner par cargo l'Ecosse. Puis, après avoir reçu une préparation rapide au saut sur la base britannique de Ringway, près de Manchester, ils vont être, munis d'un poste émetteur, parachutés fin janvier 1942 près de Montpellier.

Daniel Georges gagnant la région de Toulouse, Raymond Guyot s'ins-



taller à Lyon d'où il dirigera jusqu'à la Libération l'activité clandestine du Parti communiste en Zone sud, avec pendant près de dix-huit mois Francine Fromond comme agent de liaison et opératrice radio.

La mère de Francine Fromond était venue s'installer avec elle en banlieue lyonnaise : Elle sera arrêtée avec elle par la Milice le 30 juillet 1943, suite à une dénonciation. Toutes deux seront livrées aux Allemands.

Interrogées, torturées par la Gestapo de Lyon pendant plus d'une semaine, elles furent transférées en août à la prison de Fresnes, où sa mère, âgée de 54 ans, mourut peu après des suites des sévices qu'elle avait endurés.

Début 1944, Francine Fromond est traduite devant un tribunal de guerre et condamnée à mort pour espionnage. Elle est fusillée le 5 août 1944.

Le docteur Marguerite Bohn-Nageotte, l'une de ses codétenues, rapporte qu'à son retour du Tribunal qui la condamnait, elle lui fit ce récit : «*quand on m'a signifié le verdict, je me suis levée et j'ai adressé un petit discours au président du tribunal. Je lui ai dit que c'était un honneur pour une Française que d'être condamnée par un tribunal allemand et je l'ai remercié. (...) Il était furieux.*»

Une plaque a été apposée sur la maison familiale des Lilas, réunissant dans un même hommage Francine Fromond, sa mère et son frère.

Plusieurs écoles maternelles portent le nom de Francine Fromond, à Bagnolet, à Aubervilliers et à Drancy ainsi qu'un collège à Fresnes.

Une rue des Lilas a été rebaptisée de son nom.

¹ Créée le 15 avril 1937, notamment grâce à des fonds républicains espagnols, la compagnie France-Navigation, armée plusieurs cargos avec des équipages français et maghrébins.

² Depuis Bruxelles, Eugen Fried («Clément») va assurer pour l'Internationale Communiste la coordination de la lutte clandestine des différents Partis communistes des pays occupés d'Europe occidentale ; sa liaison avec l'URSS se faisant grâce à un émetteur à ondes courtes. Il sera assassiné le 17 août 1943 à Bruxelles par la Gestapo, qui ignorait alors l'importance du rôle de celui qu'elle venait d'abattre.

RÉSISTANTS ANTINAZIS ALLEMANDS EN LOZÈRE

La Résistance en Lozère¹ se caractérise notamment par la part importante que vont y jouer les combattants venus de divers départements français et les étrangers, surtout Espagnols et Allemands. Le département, peu peuplé, est favorable géographiquement et humainement au refuge mais aussi à la lutte armée, particulièrement en Cévennes.

Après la dissolution des Brigades Internationales puis, après la fin des combats en Espagne, pour ceux qui ont continué le combat dans l'Armée républicaine, l'internement en France sera suivi d'une dispersion dans le sud de la France ; et donc en Lozère.

Ainsi des Espagnols mais aussi des Allemands sont regroupés à Mende et construisent le Camp de Rieucros,² où seront ensuite internées des Françaises et des femmes de diverses nationalités, dont des Allemandes antinazies. On retrouvera ces antifascistes dans les Groupements de Travailleurs Etrangers (GTE), dont les camps ainsi constitués à Chanac en Lozère ou dans le Gard, près du bassin minier des Cévennes, vont assurer la main d'œuvre nécessaire après le départ au front, puis en captivité, de nombreux travailleurs français.

La grande majorité de ces combattants d'Espagne s'engagera dans la Résistance pour continuer leur lutte contre le fascisme.

De Bonnacombe, sur l'Aubrac au Galabertès, en Cévennes

Incorporés au 321^e camp de Travailleurs Etrangers de Chanac, des Allemands, anciens des Brigades Internationales, travaillent surtout aux aciéries et forges de Firminy à Saint-Chély-d'Apcher mais aussi sur l'Aubrac, aux tourbières de Marchastel et aux Eaux et Forêts³. A Saint-Chély-d'Apcher, ils se réunissent chez le ménage Siegfried et Helma Berliner au-

tour d'Otto Kühne, un cheminot ancien député du Parti communiste d'Allemagne (KPD) réfugié en France après l'incendie du Reichstag, pour discuter tant des événements internationaux que des problèmes locaux. Ils sont en contact avec la Résistance locale par l'intermédiaire de Joseph Huber, professeur au Cours complémentaire, qui parle allemand. L'entrée en novembre 1942 des troupes allemandes en zone sud - dite "libre" - va menacer directement ces militants.



Otto Kühne en uniforme de lieutenant-colonel à la Libération.

A la mi-mars 1943, le groupe, sous la direction d'Otto Kühne, est envoyé par les Résistants de Saint-Chély-d'Apcher en train à Marvejols. Pris en charge par les Résistants de Marvejols, maintenant le contact avec les organisations clandestines allemandes en France (notamment le KPD), ils vont constituer, dans des conditions de vie très dures, le premier maquis lozérien à Bonnacombe, à près de 1400 m d'altitude sur l'Aubrac lozérien ; le maquis de Bonnacombe se déplacera ensuite autour de Marvejols, sur le plateau de Palhers puis au Bois du Seigneur.

Fin novembre 1943, les maquis de Haute Lozère, de Chaffols et du Bois du Seigneur sont conduits en Cévennes par Louis Veylet. Installés d'abord à Ferrus, ils entrent rapidement en étroite relation avec d'autres antifascistes allemands - souvent des anciens des Brigades internationales - du groupe constitué et installé à Nozières puis à La Fare par François Rouan dit "Montaigne".⁴ Pour la plupart, ils viennent du 805^e GTE de Rochebelle à La Grand-Combe (Gard), où ils travaillaient dans le bassin minier. Dans le maquis de la "Brigade Montaigne" que commande Rouan, avec désormais Kühne comme officier politique et Ernst Butzow comme adjoint militaire, on trouve des Allemands et des Autrichiens antinazis, quelques Français et des combattants de diverses nationalités. Début 1944, les antifascistes allemands sont en liaison avec la direction du Travail Antifasciste Allemand (TAA ou TA) basée à Lyon⁴.

Le groupe va se lier ensuite au maquis "Bir-Hakeim", initialement constitué en Aveyron par un militant communiste ayant rejoint « Combat », Jean Capel ("Commandant Barot"), et qui en mars 1944 vient s'installer en Basse-Lozère à la Picharderie. Otto Kühne va négocier avec Jean Capel, le chef des "Biraquins" (de Bir-Hakeim...), une association en échange d'armes, gardant toutefois son rôle responsable politique.

Combats d'avril 1944 en Vallée Française

L'attaque Le 7 avril 1944, à Saint-Etienne-Vallée Française d'une voiture de la Feldgendarmarie va opposer Kühne et les maquisards allemands du Galabertès à "Barot", qu'ils vont accuser de faire prendre des risques aux populations locales.

³ François Rouan dit "Montaigne" (1914-1992) ancien des Brigades internationales, crée, fin août 1943, avec l'aide des militants du Travail antifasciste Allemand (TA ou TAA), le maquis qui portera son nom. Après le départ du groupe d'Otto Kühne aux FTP-MOI, "Montaigne" intégrera le maquis Bir-Hakeim.

⁴ Le Travail allemand (T.A.), placé sous la direction du Parti communiste français, en liaison avec les partis communistes allemand, autrichien, tchécoslovaque et luxembourgeois, mène une activité de propagande antinazie en direction des soldats des troupes d'occupation, les incitant aussi à la désertion selon les possibilités.

¹ Le contenu de cet article doit beaucoup au CDROM « La Résistance en Lozère », réalisé sous la direction de Jean Bonijol et Hervé Fumel avec Raymond Bourrier, Samuel Caldier et Jacques Vacquier, édité par l'AERI en 2006 et disponible auprès de l'ANACR-Lozère qui en assure la diffusion départementale (20€ + port).

² Sur les antinazis allemands en Lozère, l'ouvrage de référence reste celui d'Eveline et Yvan Brès, « Un maquis d'antifascistes allemands en France (1942-1944) », Les Presses du Languedoc, Max Chaleil Editeur, 1987, 350 p.

Après un premier échec des représailles menées par les Troupes d'occupation et des GMR, le 8 avril, Kühne, conscient des dangers encourus à livrer combat sur place, souhaite déplacer le camp avant d'être à nouveau attaqué, et passer de l'autre côté du Gardon de Saint-Martin pour éviter la rencontre en position défensive.

Finalement, pour ne pas dissocier les Allemands des autres maquisards et par discipline, il se plie à la décision de "Barot", qu'il juge mauvaise, d'attendre l'ennemi et de se défendre sur place. Le 12 avril, une centaine de camions bourrés de troupes allemandes, avec des voitures légères, automitrailleuses, canons de montagne et mortiers... encerclent et attaquent les maquis.

Au soir des combats, autour de La Picharderie et du Galabertès, devant l'importance numérique des assaillants, Kühne répartit ses hommes en groupe de six et donne l'ordre de passer à travers le rideau d'encerclement pour rejoindre au nord, le Plan de Fontmort. Le départ est couvert par deux mitrailleurs, Anton Lindner, un ancien des Brigades internationales, qui est tué, et Louis Veylet qui, blessé, sera lâchement assassiné.

Au Plan de Fontmort, le groupe, fort d'au moins une quarantaine d'hommes, regroupe, outre les Allemands, cinq Français, un Luxembourgeois, deux Autrichiens, deux Yougoslaves, deux Tchèques et deux ou trois Espagnols. Ils sont dispersés dans la forêt.

D'autres antinazis allemands se sont repliés avec les "Biraquins" sur la crête opposée, au sud, où passe la route dite "Corniche des Cévennes". Le 29 avril, ceux de Fontmort repoussent une attaque des GMR. Quelques jours plus tard, "Barot" leur demande de rejoindre, au "château" de Fons, le groupe "Bir-Hakeim" auquel ils doivent l'armement.

Le regroupement a lieu vers le 1^{er} mai. Ni le site choisi, ni les dispositions (pas de sentinelles) ne satisfont Kühne, qui négocie alors avec les FTPF des Cévennes le passage de son unité aux FTP-MOI.

Les maquisards de "Bir Hakeim", renforcés par une vingtaine d'hommes de la "Brigade Montaigne", partent le 8 mai pour récupérer un parachutage vers Clermont-l'Hérault. Le 11 mai, au petit matin, Otto Kühne et les hommes restants, attaqués par les troupes d'occupation accompagnées de GMR et de gendarmes, doivent se replier.

Otto Kühne et Richard Hilgert sont les derniers à quitter la position.

De La Parade à la libération de Nîmes

Entre le 17 et le 19 mai, le groupe d'Otto Kühne - dit "Colonel Robert" - parvient au camp F.T.P. de la M.O.I. (Main-d'oeuvre immigrée) de La Baraque, commune de Branoux (Gard), limitrophe de la Lozère, à une dou-



Groupe de maquisards allemands de Lozère. Le cliché est d'époque...

zaine de kilomètres de La Grand-Combe, où les Francs-Tireurs et partisans français (FTPF) envoient les étrangers ayant rejoint leurs divers camps ; notamment des prisonniers soviétiques évadés, puis les premiers arméniens déserteurs de l'Öst Légion de la Wehrmacht.

Certains antinazis allemands et des Guérilleros espagnols, restés avec Bir-Hakeim au Grand Hôtel du Fangas sur l'Aigoual, sont dirigés vers le Causse Méjean, que Barot a prévu de défendre.

Suite à la délation des autorités de l'Etat français (préfet et gendarmerie), les troupes d'occupation encerclent le dimanche 28 mai 1944 le maquis Bir-Hakeim à La Parade, avant que les dispositions de défense aient pu être prises. Quatre antifascistes allemands sont parmi les 34 maquisards tués au combat ; quant aux 27 qui se rendent, croyant à la parole donnée par l'officier allemand, ils sont fusillés près de Mende à La Tourette, commune de Badaroux. Trois antinazis allemands sont parmi les quelques rescapés de Bir-Hakeim.

Début juin, les M.O.I. s'installent à Pénens, au cœur même du dispositif FTPF en Cévennes. Après avoir assumé un temps la sécurité du PC ré-

gional des FTPF à La Viale près du Collet de Dèze, ils participent à la Libération du Gard⁵ et sont, avec les FTP des 2^e et 3^e compagnies, parmi les premiers FFI entrant dans Nîmes.

Partis en train de Saint-Hilaire-de-Brethmas, au sud d'Alès, à l'aube du 24 août 1944, la 104^e compagnie FTP-MOI, dite "la compagnie alle-

mande", se présente à l'entrée de la caserne Montcalm. Après un bref accrochage, elle pénètre dans le bâtiment où un des combattants allemands, Norbert Beisäcker, remplace le drapeau à croix gammée par les couleurs françaises.

Le 4 septembre 1944 à Nîmes, les FTP-MOI de la 104^e compagnie - 5^e bataillon, dirigés par Ernst Butzow et Martin Kalb⁶, sont en tête du défilé de la Libération. Cette unité figure dans le tableau des Forces Françaises Combattantes de l'Intérieur (FFCI) établi le 27 juin 1946 par le Service liquidation des FFCI de la IX^e Région militaire de Montpellier.

Otto Kühne⁷ ne défilera pas à Nîmes. Devenu responsable militaire FTP-MOI de la région Lozère-Gard-Ardèche, avec 2000 hommes sous ses ordres, il rejoindra à Lyon la direction du « Comité Allemagne Libre pour l'Ouest » (CALPO).

Jacques VACQUIER

⁵ Voir le CDROM « La Résistance dans le Gard » (AERI 2009).

⁶ Ancien des Brigades, après guerre officier de la Volkspolizei est-allemande, décédé en 1979.

⁷ Décoré de la Croix de Guerre française 1939-1945, il aura après guerre, de retour en Allemagne, des responsabilités dans la direction des chemins de fer de R.D.A., et décédera en 1955.

LE BATAILLON DU PACIFIQUE



Le 22 juillet 1940, le gouverneur Sautot, chef de l'administration française des Nouvelles-Hébrides, alors condominium franco-britannique, va faire de ce territoire, à peine plus d'un mois après l'Appel du 18 juin du Général de Gaulle, le premier du Pacifique rallié à la France libre. Son exemple est suivi le 9 septembre 1940 par les Etablissements Français d'Océanie et le 24 septembre par la Nouvelle-Calédonie¹.

En octobre 1940, le capitaine Félix Broche, qui depuis juillet 1939 commande la Compagnie autonome d'Infanterie coloniale de Tahiti, décide de former un corps de volontaires² issus des différents territoires français du Pacifique, réactivant ainsi l'unité qui avait combattu en Métropole lors de la Grande Guerre de 1914-1918.

Le 21 avril 1941, à bord du «*Monowai*», trois cents volontaires tahitiens et marquisiens – 75% de Polynésiens, 24% d'Européens (chefs d'entreprise, employés, fonctionnaires, instituteurs, anciens militaires...), 1% d'Asiatiques (Chinois, Indiens) arrivent en provenance de Papeete à Nouméa, capitale de la Nouvelle-Calédonie, où, avec 300 volontaires néo-calédoniens, néo-hébridais et wallisiens, ils vont former le «*Bataillon du Pacifique*» (B.P.) des Forces Françaises Libres (F.F.L.).

Le 5 mai 1941, à bord du «*Zelandia*», le Bataillon, placé sous le commandement de Broche, quitte Nouméa pour 45 jours d'entraînement près de Sidney en Australie, avant de, le 27 juin, à bord du «*Queen Elizabeth*», prendre le chemin du Moyen-Orient ; après une escale à Ceylan, il arriva à Suez le 31 juillet et fut dirigé sur le camp de Qastina (Palestine), où il rejoignit la 1^{re} DFL.

Après quatre nouveaux mois d'entraînement et de manœuvres en Palestine et en Syrie, le bataillon fait le 1^{er} janvier 1942 mouvement avec la brigade Koenig vers la frontière égyptienne. Il connaît le 15 janvier 1942 son baptême du feu à Halfaya, où 6300 Italiens et Allemands de l'Afrika Korps sont faits prisonniers.

S'installant à Bir-Hakeim le 15 février, les «*Pacifiens*» vont pendant plusieurs semaines mener une guerre de coups de mains dans le désert libyen contre l'Afrika Korps, les troupes italiennes et leurs dépôts de matériel.

¹ Seul territoire resté lié aux autorités pétainistes, Wallis et Futuna rallieront de Gaulle en 1942.

² Des «*Volontaires*» seulement, car les accords passés avec le roi Pomaré V lors de la cession de Tahiti à la France en 1880 prévoyaient que les Tahitiens, s'ils pouvaient être mobilisés, ne devaient pas partir se battre à l'extérieur de la Polynésie.

Le 26 mai 1942, Rommel va lancer l'Afrika Korps et ses alliés italiens – 90 000h et 575 chars – à l'assaut, avec pour objectif d'atteindre le Canal de Suez, avec une offensive frontale sur l'axe côtier jointe à une manœuvre de contournement par le sud des forces de la 8^e armée britanniques ; les deux mâchoires de la tenaille devant se refermer à Bir Hakeim.

la bataille de Bir-hakeim

La place est tenue par la 1^{re} Brigade française libre (3 700 hommes), commandée par le général Koenig et qui comprend notamment deux bataillons de Légion étrangère, le Bataillon de l'Oubangui-Chari, le «*Bataillon du Pacifique*», sous les ordres du lieutenant-colonel Broche, le 1^{er} Bataillon de Fusiliers-Marins, le Bataillon d'Infanterie de Marine (B.I.M.) du commandant Savey...

Du 27 mai au 10 juin, les Forces françaises, bombardées par les forces aériennes germano-italiennes, vont subir les assauts au sol de deux divisions blindées et d'une division légère allemandes, ainsi que de deux divisions italiennes.

Après deux semaines de bataille acharnée, la position doit être évacuée le 10 juin : sur les 3 703 présents au début de la bataille, 2 619 hommes des FFL – dont l'essentiel du Bataillon du Pacifique, réussiront à briser l'encerclement et rejoindront les lignes britanniques. 814 auront été faits prisonniers, 229 blessés et 140 tués ; dont le lieutenant-colonel Broche, tombé le 9 juin.

LE BATAILLON D'INFANTRIE DE MARINE ET DU PACIFIQUE (B.I.M.P.)

A la suite des pertes subies par le B.I.M. et le «*Bataillon du Pacifique*» durant la bataille de Bir-Hakeim, le général Koenig décida de fusionner les deux unités au sein du B.I.M.P., dont le premier chef fut le commandant Bouillon.

Ce bataillon, renforcé par des engagés d'Afrique, des évadés de France et 250 jeunes Corses, prendra part à tous les combats de la 1^{re} Division Française Libre (DFL) : El-Alamein, campagnes de Tunisie et d'Italie (Garigliano, Cassino...), débarquement de Provence en août 1944, remontée de la vallée du Rhône, Poches de l'Atlantique, Fronts des Alpes, des Vosges, d'Alsace...³

Le 28 mai 1945, le B.I.M.P. – qui a compté dans ses rangs 72 compagnons de la Libération (B.I.M., B.P., B.I.M.P.) – recevra, en tant qu'unité constituée, la Croix de la Libération.

Le 5 mai 1946, le cargo mixte «*Sagittaire*», entrant dans le port de Papeete, ramenait chez eux les 249 survivants Tahitiens et Néo-calédoniens du «*Bataillon du Pacifique*».

³ Les rigueurs de l'hiver 1944-1945 amèneront le commandement à retirer les 275 soldats polynésiens et mélanésiens du front de l'Est de la France.

Jean TRANAPE



Jean Tranape, né en décembre 1918 en Nouvelle-Calédonie, est aujourd'hui, à près de 94 ans, l'un des 32 Compagnons de la Libération vivants, et l'un des derniers – sinon le dernier – survivant(s) du Bataillon du Pacifique.

Incorporé en janvier 1940 au Bataillon mixte d'infanterie coloniale à Nouméa pour effectuer son service militaire, il se porte volontaire pour intégrer le «*Bataillon du Pacifique*» des F.F.L., formé par le commandant Broche.

Arrivé avec le Bataillon du Pacifique au Proche-Orient en juillet 1941, il participera à la bataille de Bir-Hakeim (26 mai-12 juin 1942), puis, le Bataillon, décimé ayant intégré le 1^{er} Bataillon d'infanterie de Marine, il prendra part avec sa nouvelle unité aux campagnes de Cyrénaïque, Tripolitaine et Tunisie, avant de partir en avril 1944 sur le Front d'Italie, où il sera blessé le 12 mai suivant.

Décoré fin juin 1944 lors d'une prise d'armes, par le Général de Gaulle, qui lui confère la Croix de la Libération, il prend part en août suivant au débarquement en Provence, à la libération de Toulon au cours de laquelle il est, le 21 août, à nouveau blessé et évacué sur l'Afrique du Nord ; il ne rejoindra que fin décembre les rescapés de son bataillon mis au repos.

Terminant la Guerre avec le grade de sergent-chef, démobilisé en juillet 1946, il reprend son métier de dessinateur industriel.

Membre depuis le 19 août 1958 du Conseil de l'Ordre de la Libération, Jean Tranape est Commandeur de la Légion d'honneur, Médaille Militaire, Croix de Guerre 39-45 avec Palmes, Médaille Coloniale avec agrafes Libye, Bir-Hakeim, Tripolitaine, Tunisie, Médaille des services volontaires dans la France Libre.

DES LYCEENS DANS LA RESISTANCE...

Une remarque s'impose : le monde lycéen de 1939 est fort différent du contemporain. En effet, le maillage du territoire national des établissements secondaires est beaucoup plus faible et, pour permettre une comparaison, rappelons que le nombre des bacheliers reçus à la 1^{re} partie du Baccalauréat en 1939 a été de 33 104, ceux reçus à la 2^e partie de 23 977. L'an dernier, en 2010, 280 000 élèves ont été reçus au baccalauréat général, 133 000 au baccalauréat technologique et 117 300 au baccalauréat professionnel ; soit un total de 530 000. Près de dix fois plus qu'en 1939, pour une population qui n'a augmenté que de 36,6 %

Sociologiquement, en 1939, la grande masse des lycéens est pour l'essentiel issue des diverses couches de la bourgeoisie. Sur le plan psychologique, les lycéens se vivent aussi différemment d'aujourd'hui, beaucoup plus sont en situation d'enfants que de jeunes adultes ou pré-adultes ; mai 1968 n'était pas encore passé par là... De ce fait, l'emprise tant parentale que professorale est en 1939 beaucoup plus forte que de nos jours. Tant l'origine sociale que les rapports parents-enfants et les rapports professeurs-élèves d'alors ont eu des conséquences, tant sur le plan idéologique que politique.

Dans l'immédiat avant-guerre, le milieu lycéen est relativement peu structuré sur le plan politique. Cependant, il y a, notamment dans les classes terminales et préparatoires des lycées prestigieux des grandes villes, des lycéens d'extrême-droite (Action française, Parti Social Français), des adhérents à la Ligue Maritime et coloniale qui cultive le sens de la grandeur de l'empire colonial français.

À gauche, on a noté depuis le début des années 1930 la formation des «Jeunesses syndicalistes scolaires» (JSS), comme section lycéenne de l'Union Fédérale des Etudiants (UFE), organisation à la charnière du politique et du syndicalisme, à forte influence communiste. Son activité a tendu lors du Front populaire à se fondre avec celle de l'UNEF elle tend à regrouper les élèves des lycées - principalement de la seconde aux classes préparatoires - à la fois sur des objectifs revendicatifs et sur des objectifs politiques. L'une de ses cibles est précisément la «Ligue maritime et coloniale», très présente dans les établissements scolaires, contre laquelle ses militants distribuent des tracts et dont ils «taguent» les affiches, etc. Nombre des dirigeants de l'UFE se retrouveront dix ans plus tard dans la Résistance (Victor Leduc, Francis Cohen, Gaston Casanova...)

Entre temps s'est tenu le 18 février 1937 à la Mutualité à Paris un congrès de lycéens antifascistes rassemblant 300 délégués. Nombre d'entre eux vont, à partir de la rentrée de l'année scolaire 1938-1939, se retrouver dans l'Union des Etudiants et Lycéens Communistes de France (UELFCF), qui continue la publication du journal *La Relève* ; lors de sa première conférence nationale les 1^{er} et 2 avril 1939, elle compte parmi ses 900 adhérents 350 lycéens et 175 normaliens. L'UELFCF sera dissoute par le décret du 26 décembre 1939 pris à l'encontre des organisations communistes, consécutivement à l'approbation par le Parti communiste du Pacte Germano-soviétique de non-agression. On retrouvera la plupart de ses dirigeants (François Lescure, Pierre Hervé...) et un grand nombre de ses adhérents dans la Résistance.

On peut aussi mentionner ici ou là quelques appartenances aux Jeunesses socialistes, à la L.A.U.R.S. aux J.L.R. ou aux J.E.U.N.E.S.¹, organisations d'obédience radicale.

Et puis, il y a bien sûr la présence parmi les lycéens - dans

les lycées mais surtout au dehors - des organisations de caractère confessionnel, catholique principalement : Jeunesse étudiante Chrétienne (J.E.C.) et J.E.C.Féminine, les scouts... Il y a aussi des mouvements de jeunesse protestants et juifs.

L'armistice de juin 1940, qui consacre la division de la France en une Zone Nord et Ouest atlantique, occupée par l'Armée allemande et où règne l'ordre nazi dès l'été 1940, et une zone sud non occupée placée sous l'autorité de l'administration que Pétain installe à Vichy, va - du moins jusqu'à l'invasion de la Zone sud en novembre 1942 - avoir pour conséquence une différence évidente de vécu pour les lycéens des deux zones.

En zone nord occupée, la présence de l'occupant se concrétise de manière immédiate pour les lycéens par le fait qu'à la rentrée de septembre 1940 - qui est celle du passage des examens qui n'ont pas eu lieu en juin du fait de l'offensive allemande, de l'exode des populations et de la désorganisation générale - de nombreux établissements scolaires sont encore des cantonnements pour les troupes d'occupation. C'est par exemple le cas pour sept d'entre eux à Paris et dans la Seine, dont le Lycée Michelet à Vanves. En 1942, 40 % des locaux du secondaire sont encore dans les mains des troupes d'occupation.

Une présence qui - de plus par l'ordre étranger répressif qu'elle instaure - va susciter très rapidement des manifestations d'hostilité à l'égard de l'occupant, de résistance.

LYCEENS RESISTANTS ET RESISTANCE LYCEENNE

L'on peut aborder la participation des Lycéens à la Résistance de deux manières, non exclusives l'une de l'autre. La première pourrait s'intituler : «Les lycéens dans la Résistance», c'est-à-dire la participation de lycéens à la Résistance dans ses diverses formes et structures : il y a eu des lycéens dans les maquis, il y en a eu dans les mouvements, dans les réseaux ; comme d'ailleurs il y eut de jeunes ouvriers, de jeunes ruraux, des étudiants qui en firent partie. C'est là un vaste sujet et, d'abord, un vaste recensement à effectuer si tant est qu'il soit possible.

La seconde consistant à étudier les formes spécifiques d'action et les structures à forte participation lycéenne de Résistance, s'appuyant notamment, conjointement aux motivations patriotiques et antifascistes, sur les problèmes - scolaires et de vie auxquels les lycéens sont confrontés. Dans ce cadre, il faudra aussi prendre en compte la différenciation des deux zones, ce qui a eu des incidences notamment sur le plan organisationnel.

Lorsque s'effectue la rentrée scolaire de septembre 1940, l'UELFCF reste, dans les conditions de la clandestinité où elle est plongée depuis son interdiction en septembre 1939, la seule organisation politique ayant réussi à maintenir ou à reconstituer des implantations dans certains lycées. Durant l'été 1940, après la défaite et l'occupation de la zone nord, l'UELFCF reconstitue sa structure et sa direction, qui va être composée notamment de Francis Cohen, de François de Lescure - par ailleurs délégué de l'UNEF en zone occupée - et d'Olivier Souef, lycéen parisien. Dès juillet 1940, elle fait reparaitre clandestinement son journal «*la Relève*» - qui changera son nom en «*Université de demain*» lorsque Laval lancera au printemps 1942 le mot d'ordre de la relève des prisonniers en Allemagne par des travailleurs volontaires. Elle sera l'ossature de la formation ultérieurement du Front National des Etudiants à la mi-juillet 1941, qui aura une expression lycéenne à défaut de véritable structure lycéenne spécifique.

Courant embryonnaire à l'automne 1940 mais qui va se développer, même s'il mettra parfois quelques mois avant de

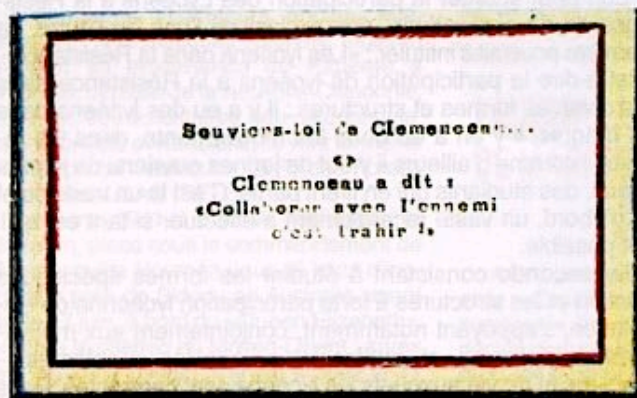
¹ La Ligue d'Action Républicaine et Socialiste (L.A.U.R.S.), ayant compté dans ses rangs Pierre Mendès-France, est devenue en 1931 le cercle étudiant de la Ligue des Droits de l'Homme (LDH). Les Jeunesses Laïques et Républicaines (J.L.R.) ont en 1939 pour dirigeant Leroy-Wattiaux ; les Jeunes Equipes Unies pour une Nouvelle Economie Sociale (J.E.U.N.E.S.) sont animées par Jean Nocher.

s'identifier clairement au général de Gaulle, le courant «gaulliste» auquel on peut rattacher le groupe «Saint-Michel» formé au Quartier Latin à Paris et qui en octobre change son nom en «Maintenir», qu'anime Claude Bellanger, toutefois plus implanté chez les étudiants que les lycéens. L'UELCF et «Maintenir» seront associés à la riposte à l'arrestation du Professeur Langevin que concrétise la manifestation qui se déroule le 8 novembre au Quartier Latin, trois jours avant la manifestation du 11 novembre à l'Etoile.

Participe par exemple en zone Nord de ce courant un mouvement lycéen qui transcende la distinction d'approche faite précédemment, à savoir «Les lycéens dans la Résistance» et «la Résistance lycéenne» : Il s'agit des «Volontaires de la Liberté», groupe formé en mars 1941 par des lycéens de classe de «Colo» du lycée Henri IV à Paris, Jean-Louis Clavier, Georges Guillemain, Yves Morel, Claude-Léon Verdier et Bigaud. Groupe qui va publier en juin le 1^{er} n° d'un journal éponyme et qui rejoindra l'équipe du mouvement de Résistance «Défense de la France».

Participeront aussi de ce courant gaulliste les lycéens membres des structures jeunes ou étudiantes de l'Organisation Civile et militaire (OCM) ou ultérieurement du Mouvement de Libération nationale (MLN).

Quand aux organisations de jeunesse chrétienne, elles sont peu présentes dans les établissements scolaires au début de la Guerre mais très actives en dehors, et rassemblent des masses importantes de jeunes - y compris de lycéens - et sont influencées par les idées maréchalistes qui les séduisent par leur dimension cléricale. Toutefois, la politique répressive du régime pétainiste, ses mesures antisémites et sa politique affichée de collaboration vont favoriser l'apparition et le développement en leur sein d'un courant résistant.



Tract réalisé autour du 11 novembre 1940 par trois élèves pensionnaires du lycée Emile-Loubet, à Valence (A.D. de la Drôme/J. Sauvageon).

En zone Sud, l'engagement de lycéens dans la Résistance - en l'absence de la présence militaire allemande jusqu'en novembre 1942 - se pose alors en des termes différents qu'en zone Nord et est d'abord dirigé contre le régime pétainiste ; tant pour sa politique intérieure obscurantiste, antidémocra-

tique et discriminatoire que pour son acceptation du diktat allemand et de sa politique de collaboration.

A Nice, au Lycée Masséna², dès la rentrée scolaire de 1940 se forment de premiers groupes de lycéens s'engageant dans la Résistance au régime de l'Etat français instauré par le coup d'Etat constitutionnel du 10 juillet 1940 à Vichy, ainsi que dans la dénonciation de l'occupation italienne de Menton, de la politique de collaboration avec l'Allemagne.

Dans les établissements, les jeunes lycéens démocrates et patriotes, que l'on va bientôt appeler «résistants», vont être confrontés à une attitude différenciée de l'encadrement universitaire et scolaire, et aussi à la présence, tant parmi les professeurs que parmi leurs condisciples, de courants maréchaliste, collaborationniste voire ouvertement fasciste.

Ainsi en est-il et en sera-t-il de la «Jeunesse de France et d'Outre-mer» (JFOM) née en octobre 1940 à Nice, d'orientation profasciste et qui alimentera l'«Avant-Garde» milicienne (15 000 adhérents), des «Jeunes de l'Europe Nouvelle» organisation pro-nazie liée au Groupe «Collaboration» fondée en juin 1943 par Marc Augier, ancien dirigeant des Auberges de Jeunesse avant guerre, des «Jeunes du Maréchal», organisation formée sous le patronage de Bousquet et qui a ambitionné un temps de se voir reconnu un rôle d'organisation unique de jeunesse du régime (5 000 adhérents fin de l'année scolaire 1942-1943), des «Jeunes du Francisme», du Rassemblement National Populaire (de Marcel Déat), du PPF (UPJF)... Une place à part doit être faite aux «Compagnons de France» créés dès juillet 1940, maréchalistes, aspirant au scoutisme national, qui, pour ce qui est des lycéens, s'adressent aux plus âgés ; ils seront pénétrés par la Résistance et les idées de Résistance, le mouvement sera dissous en janvier 1944.

DES ATTITUDES DIVERSIFIÉES

Quant à l'encadrement universitaire et scolaire, son attitude aura été contrastée, de plus différenciée s'il s'agit de professeurs ou de chefs d'établissement, a fortiori de recteurs ou des ministres de l'éducation³ (6 se succéderont de juin 1940 à 1944). Elle put être dissuasive - par conviction maréchaliste ou pour éviter des représailles - de participation à des manifestations de patriotisme ou de Résistance : ainsi fut lue le 8 novembre dans tous les lycées de Paris et de banlieue une circulaire du recteur Roussy dissuadant de toute participation à une manifestation patriotique le 11 novembre.

Elle put être aussi répressive : l'«Avant-Garde»,⁴ dans un n° spécial daté du 15 mars 1941, rapporte qu'au : «au Lycée de Jeunes filles de Rouen, à la suite d'une circulation clandestine de tracts antiallemands, la surveillante générale a [eu] la fantaisie de fouiller les serviettes et pupitres des élèves. N'ayant rien découvert de suspect, rageant et pestant, cette douce et charmante tigresse menaça de dénoncer à la Kommandantur les jeunes filles capables de ce délit.

«A la suite du mouchardage de cette mégère hystérique, la direction du lycée décida que les élèves n'auront plus le droit de causer entre elles. Celles-ci ne devront plus stationner dans la cour du lycée mais marcher continuellement.

«Vous êtes folle Mme la Surveillante générale - poursuit le journal clandestin - en pensant que nos jeunes filles céderont à vos menaces ; oui, les jeunes filles ont le droit de lutter contre l'occupation de notre pays.

«Jeunes Filles du Lycée, formez vos comités de défense, adhérez à l'UELCF »

² Plusieurs groupes de Résistance de lycéens seront constitués au Lycée Masséna et dans d'autres établissements scolaires niçois durant les quatre années de régime dit «vichyste» et d'occupation italienne puis allemande que connaît Nice. Dès la fin de l'été 1940, les jeunes communistes Louis Settimelli et René Marginier en constituent au lycée du Parc Impérial et à l'école des Arts décoratifs. En octobre 1940, deux réfugiés alsaciens, Elsaesser et Racadot, constituent au lycée de garçons un groupe de lycéens gaullistes, qui à l'occasion fera le coup de poing à la sortie des cours contre des lycéens pétainistes, en novembre un autre se forme autour de Jacques Peirani et diffuse le «Bulletin» du Général Cochet. Au printemps 1941, Jacques Antoine, lycéen de 16 ans, forme le groupe «Lorraine» de jeunes gaullistes, qui imprime et diffuse des papillons anti-italiens. Fin 1942-début 1943 Joseph Amaldi, alors âgé de 16 ans, regroupe une dizaine d'élèves de 3^{ème} et seconde du lycée de garçons qui diffusent le journal clandestin «Combat», reproduisant la «Lettre ouverte» des étudiants parisiens à Pétain contre l'institution du STO.

³ Albert Rivaux ne resta ministre qu'un mois, Emile Mireaux se fit le promoteur de la Révolution nationale, Georges Ripert pratiqua la chasse aux sorcières, Jacques Chevalier voulut mettre «Dieu dans les classes», Jérôme Carcopino, fut plus laïque, bien que maréchaliste, Abel Bonnard, mondain, fut fasciné par les Allemands....

⁴ Organe national des Jeunesses communistes ; il eut une édition Zone sud et plusieurs éditions locales.

A l'inverse, certains chefs d'établissement tentèrent de protéger leurs élèves résistants, de leur venir en aide quand la répression s'abattit sur eux. Et nombreux sont les exemples de professeurs, qui par le contenu patriotique, humaniste et démocratique de leurs cours, conduisirent plusieurs de leurs élèves à s'engager, parfois à leur côté, dans un mouvement clandestin. Emblématique à cet égard est le nom du professeur Raymond Burgard du Lycée Buffon à Paris : à la nouvelle de son arrestation, près de 200 élèves sortirent dans la cour du lycée aux cris de « Libérez Burgard » ; il sera exécuté avec plusieurs autres de ses collègues et d'autres seront déportés. L'on peut aussi souligner le rôle au lycée Janson-de-Sailly d'Edmond Lablénie (il rédige et diffuse avec ses élèves le bulletin *Notre Droit*).

Si l'influence de professeurs est évidente, tant au niveau des idées que de la mise en contact avec des structures résistantes, les motivations des lycéens pour rejoindre la Résistance sont nombreuses : la protestation contre l'éviction – ou pire l'arrestation – de professeurs parce que communistes, résistants ou Juifs (ou les deux ou trois à la fois), le traumatisme du port de l'étoile jaune par des camarades lycéens juifs, de leur éviction du lycée ou de leur arrestation parfois jusque dans les salles de cours, la fermeture par la loi du 18 septembre 1940 des écoles normales d'instituteurs, suspectes d'avoir formé les instituteurs laïcs et rouges du Front populaire, la fin de la gratuité de l'enseignement secondaire, idée qualifiée de « fruit vénéneux », la restriction des débouchés des études, les conditions de vie dégradées, y compris sur le plan alimentaire pour des adolescents en pleine croissance, la menace à terme du STO, l'âge s'avancant. Et puis, d'évidence, des motivations communes à tous les Résistants : L'ANTIFASCISME, L'HUMANISME ET LE PATRIOTISME.

Quant aux formes d'action de la Résistance des Lycéens, elles vont du simple chahut et de la dérision à la diffusion de tracts et journaux clandestins, à la participation à des manifestations et – parfois, à des actions armées, au passage au maquis.

S'il n'y eut pas d'organisations nationales lycéennes de Résistance, il y eut cependant quelques publications clandestines s'adressant spécifiquement aux lycéens, ou ayant une rubrique lycéenne. Citons les publications nationales de l'UELCF la *Relève*, puis l'*Université de Demain, En Avant*, son organe dans la Région Nord, *Action*, celui de la zone sud, le *Lycéen combattant*, organe national des Comités lycéens de l'Union des Etudiants Patriotes (UEP), l'*Etudiant Patriote*, organe du Front National Etudiant puis de l'UEP, l'*Etudiante Française*, organe national de l'Union Féminine Universitaire (UFU), écrit dans son n° du 1^{er} février 1944 : « Etudiantes, lycéennes, vous devez apporter une aide efficace dans la lutte contre l'Allemagne... » Peut être aussi consulté Essor, l'avenir des Etudiants, publié par l'O.C.M.

LE PRIX DU SANG

Les lycéens paieront le prix du sang pour leur engagement dans la Résistance, que ce soit de manière spécifiquement lycéenne ou de manière plus générale dans les partis, réseaux et mouvements clandestins ; comme Guy Moquet, élève du lycée Carnot, arrêté le 13 octobre 1940 à Paris pour diffusion de journal interdit par l'occupant nazi et le régime pétainiste, à savoir l'*Humanité*, fusillé un an plus tard à Châteaubriant comme otage, comme, près de quatre ans plus tard, alors que la Libération s'approche, les lycéens niçois fusillés le 11 juin 1944 au Verdon.

Des lycéens de Buffon et d'autres lycées parisiens seront présents dans divers maquis et sur les barricades de la Libération de Paris en août 1944, d'autres encore participeront à la libération de Nice, de Lyon, de Marseille...

LE 11 NOVEMBRE 1940 A L'ETOILE



11 novembre 1940 : les étudiants de l'Institut agronomique se préparent à rejoindre à l'Etoile les élèves des lycées et les étudiants du Quartier latin. (Cliché MRN).

Combien étaient les manifestants le 11 novembre 1940 qui, malgré l'interdiction de manifester, remontèrent les Champs-Élysées pour aller fleurir dans un geste patriotique défiant l'occupant la tombe du soldat inconnu ? 3 000 ? 5 000 ? Plus ?

Ce n'est là qu'un des aspects d'une controverse historique qui, pendant plusieurs décennies, a sollicité la mémoire, a opposé des mémoires. Y eut-il des morts comme l'annonça la presse clandestine et Radio-Londres ? Qui fut à l'origine de la manifestation ? Les communistes, les gaullistes ?

Interrogés au milieu des années 1970, c'est-à-dire le temps des mémoires sélectives et des revendications aussi opposées qu'exclusives étant largement – sinon totalement – dépassées, François Lescure, en 1940 responsable clandestin des Etudiants communistes et officiel de l'UNEF en Zone Nord, et Claude Bellanger, responsable gaulliste du groupe «Maintenir», s'accordèrent sur l'impossibilité de déterminer «qui» était à l'origine de la manifestation : l'idée de manifester le 11 novembre à l'Etoile, «c'était dans l'air, le mot d'ordre a couru dans les lycées, au Quartier Latin».

Un appel manuscrit anonyme circulant quelques jours avant le 11 novembre est conservé à la BDIC de Nanterre ; on peut y lire : «Etudiant de France. Le 11 novembre est resté pour toi jour de Fête nationale. Malgré l'ordre des autorités opprimantes, il sera jour de recueillement. Tu n'assisteras à aucun cours. Tu iras honorer le Soldat inconnu à 17 h30, le 11 novembre 1918 fut le jour d'une grande victoire, le 11 novembre 1940 sera le signal d'une plus grande encore. Tous les étudiants sont solidaires pour que vive la France. Recopie ces lignes et diffuse-les».

La manifestation à l'Etoile du 11 novembre 1940 fut d'abord une marche de lycéens, notamment préalablement sensibilisés par l'émoi soulevé par le renvoi et l'arrestation de Paul Langevin de l'Université. Furent arrêtés ce 11 novembre, conjointement à de jeunes ouvriers et employés, 19 étudiants et 93 lycéens des lycées Voltaire, Janson-de-Sailly, Pasteur, Carnot, etc. ; ils seront libérés quelque temps après, mais l'université fut fermée jusqu'en décembre, le recteur démis de ses fonctions... Les Allemands tirèrent sur les manifestants : il y eut des blessés mais pas de morts.

A l'exception de la participation de jeunes – dont des lycéens et étudiants – à la manifestation du 14 juillet 1941 sur les Grands Boulevards de Paris, durement réprimée et qui conduira à de nombreuses arrestations, il faudra attendre le printemps 1944 pour revoir – notamment les 4 mars et 3 mai – des manifestations à forte participation étudiante et lycéenne à Paris, au Quartier Latin, sur le Boul'Mich.

LES LYCEENS DE BUFFON



ARTHUS



BAUDRY



BENOÎT



GRELOT



LEGROS

Dès la rentrée scolaire de 1940, un sentiment de résistance à l'occupant s'est affirmé au lycée Buffon chez les enseignants et les élèves, exprimé en particulier par cinq lycéens: Jean-Marie Arthus, 15 ans en 1940, Jacques Baudry (18 ans), Pierre Benoît (15 ans), Pierre Grelot (17 ans) et Lucien Legros (16 ans). Ayant installé une petite imprimerie, ils éditent tracts et papillons appelant à la lutte; notamment à la manifestation du 11 novembre à l'Etoile, interdite par l'occupant et où les lycéens de Buffon seront en nombre.

En avril 1942, enseignant de Buffon, le professeur Burgard, chef du mouvement "Valmy", est arrêté par la Gestapo. Le 16 avril, jour de la rentrée, une cinquantaine d'élèves d'autres établissements forcent l'entrée du lycée et rejoint le groupe de Buffon, tracts et appels sont lancés. La police prévenue, les cinq meneurs s'enfuient et passent à la clandestinité.

Les 3 et 4 juin 1942, quatre d'entre eux sont arrêtés sur dénonciation. Seul Pierre Benoît parvient à s'échapper. Le 17 juin 1942, Lucien Legros, Jean-Marie Arthus et Pierre Grelot comparaissent devant le tribunal spécial de Paris pour participation à une manifestation rue de Buci, et sont condamnés aux travaux forcés à perpétuité, puis remis à la Gestapo; ainsi que Jacques Baudry, pour des attentats contre les troupes d'occupation.

Le 28 août 1942, Pierre Benoît, condamné à mort par contumace et qui a poursuivi la lutte à la tête d'un groupe FTP de Seine-et-Marne effectuant des sabotages de voies ferrées et d'aérodromes, est arrêté près de la gare Saint-Lazare. Le 15 octobre 1942, après un nouveau procès, les "Cinq de Buffon" sont condamnés à mort par un tribunal de la Luftwaffe.

Le 8 février 1943, ils sont fusillés au stand de tir d'Issy-les-Moulineaux et enterrés au cimetière d'Ivry. Homologués officiers, ils ont été décorés à titre posthume de la Légion d'honneur, de la Croix de guerre, de la Médaille de la Résistance et cités à l'Ordre de la Nation.



GUY MOQUET LA DERNIERE LETTRE...

«Ma petite maman chérie,
«mon tout petit frère adoré,
«mon petit papa aimé,
«Je vais mourir ! Ce que je vous demande,
toi, en particulier ma petite maman, c'est
d'être courageuse. Je le suis et je veux l'être
autant que ceux qui sont passés avant moi.
Certes, j'aurais voulu vivre. Mais ce que je

souhaite de tout mon cœur, c'est que ma mort serve à quelque chose. Je n'ai pas eu le temps d'embrasser Jean. J'ai embrassé mes deux frères Roger et Rino. Quant au véritable je ne peux le faire hélas !

«J'espère que toutes mes affaires te seront renvoyées elles pourront servir à Serge, qui, je l'escompte, sera fier de les porter un jour. A toi petit papa, si je t'ai fait ainsi qu'à ma petite maman, bien des peines, je te salue une dernière fois. Sache que j'ai fait de mon mieux pour suivre la voie que tu m'as tracée.

«Un dernier adieu à tous mes amis, à mon frère que j'aime beaucoup. Qu'il étudie bien pour être plus tard un homme. «17 ans et demi, ma vie a été courte, je n'ai aucun regret, si ce n'est de vous quitter tous. Je vais mourir avec Tintin, Michels. Maman, ce que je te demande, ce que je veux que tu me promettes, c'est d'être courageuse et de surmonter ta peine.

«Je ne peux pas en mettre davantage. Je vous quitte tous, toutes, toi maman, Serge, papa, je vous embrasse de tout mon cœur d'enfant. Courage !

« Votre Guy qui vous aime »

Guy Moquet, fils du député communiste de Paris Prosper Moquet, âgé de 17 ans, arrêté en octobre 1940, acquitté, gardé comme otage, fusillé le 22 octobre 1940.

LES LYCEENS DE SAINT-BRIEUC



Pierre Le Cornec



Georges Geffroy



Yves Salaün

Le 21 février 1944, Pierre Le Cornec, Georges Geffroy et Yves Salaün, trois jeunes lycéens briochins âgés de 18 ans, condamnés à mort le 11 février, furent fusillés au Mont-Valérien; peu après Manouchian et ses 25 camarades.

Ayant formé le projet d'attaquer la prison de Saint-Brieuc pour en libérer des patriotes condamnés à mort, ils avaient le 12 novembre précédent attaqué à Plérin un vaguemestre allemand isolé, afin de lui prendre son arme, utile en vue de l'opération; dans la lutte, l'Allemand fut tué et son arme récupérée.

Après avoir initialement cru à une rixe entre soldats, les Allemands seront mis sur la piste des jeunes Résistants, en ayant la certitude que l'arme est restée en leur possession. Le 10 décembre, ils investissent le Lycée Anatole-le-Braz et, après avoir menacé de déportation toute la classe de mathématiques, se saisissent des «coupables». 8 autres lycéens seront cependant déportés à Neuengamme; seuls 3 revinrent.

En 1947, Pierre Le Cornec, Georges Geffroy et Yves Salaün reçurent la Médaille de la Résistance à titre posthume et, en 1948, le lycée reçut la Croix de guerre 1939-1945, avec citation à l'ordre de la division en ces termes: «Établissement qui a payé une large contribution à la Patrie pendant la guerre 1939-1945. Dès 1942, une organisation clandestine d'une centaine d'adhérents, comprenant des membres très actifs pour la cause de la Résistance, fonctionnait au sein du collège. Vingt-cinq élèves, un professeur, le médecin de l'établissement, le pasteur ont été déportés. Trois élèves ont été fusillés, le pasteur est mort en Allemagne. Au total, 81 élèves et un professeur sont morts pour la France. Vivant exemple, pour l'Université, de résistance active et d'héroïsme militaire.»

LES NORMALIENS DE DIJON



Jean Romenteau, Pierre Vieillard, René Laforge, Jean Schellnberger

En janvier 1942, plusieurs attentats antiallemands sont commis en Côte-d'Or: le 10, des engins explosifs sont jetés à l'intérieur du Soldatenheim, place du Théâtre à Dijon; le 27, un soldat allemand est tué d'un coup de feu à Montceau-les-Mines; le 29, à Montchanin, un douanier allemand est grièvement blessé à coups de revolver.

Cela va entraîner l'arrestation par la police française, devant les élèves de leurs premières classes, de quatre élèves-maîtres âgés de vingt ans de l'Ecole normale d'instituteurs de Dijon: René Romenteau, à Semur-en-Auxois le 14 janvier, Jean Schellnberger, aux Laumes le 16, René Laforge et Pierre Vieillard à Dijon, le 20. Déjà emprisonnés lorsque les deux derniers attentats sont effectués, l'enquête va révéler qu'ils n'ont pu commettre le premier...

Faute d'être coupables, ils seront de fait otages, car on leur reproche d'avoir rédigé et distribué des tracts et journaux clandestins, de faire partie d'un groupe de Résistants communistes, le groupe Gorki.

«Jugés», condamnés à mort, ils sont exécutés le 7 mars 1942 entre 18h et 18h30 au stand de tir de la Wehrmacht à Montmuzard. L'interprète allemand qui assista à leurs derniers instants témoigna: «Jamais je n'oublierai... Ils étaient tous calmes, sans le moindre signe de peur. De vrais héros. Les normaliens, un à un, crièrent "vive la France", puis ils tombèrent...»



HENRI FERTET

Né en 1926, élève au lycée Victor-Hugo de Besançon, il rejoint durant l'été 1942 un groupe de Résistants, qui prend le nom de « Guy-Mocquet » début 1943 lorsqu'il s'intègre aux FTPF. Il participe à l'attaque du poste de Montfaucon, le 16 avril 1943, pour s'emparer d'un dépôt d'explosifs, le 7 mai, à la destruction d'un pylône haute-tension à Château-farine, et le 12 juin, à l'opération contre un commissaire allemand des douanes. Arrêté le 3 juillet 1943, condamné à mort le 15 septembre par un tribunal nazi, Henri Fertet, après avoir été torturé, est exécuté le 26 septembre. Il avait 16 ans.

Il sera fait Compagnon de la Libération à titre posthume le 7 juillet 1945. Il est Chevalier de la Légion de la Légion d'Honneur, Croix de Guerre 39-45, Médaille de la Résistance, Croix de Volontaire 39-45, Médaille des internés et déportés résistants.

SA DERNIERE LETTRE A SES PARENTS

«Chers Parents,

«Ma lettre va vous causer une grande peine, mais je vous ai vus si pleins de courage que, je n'en doute pas, vous voudrez encore le garder, ne serait-ce que par amour pour moi.

«Vous ne pouvez savoir ce que moralement j'ai souffert dans ma cellule, ce que j'ai souffert de ne plus vous voir, de ne plus sentir peser sur moi votre tendre sollicitude que de loin. Pendant ces 87 jours de cellule, votre amour m'a manqué plus que vos colis, et souvent je vous ai demandé de me pardonner le mal que je vous ai fait, tout le mal que je vous ai fait.

«Vous ne pouvez vous douter de ce que je vous aime aujourd'hui car, avant, je vous aimais plutôt par routine, mais maintenant je comprends tout ce que vous avez fait pour moi et je crois être arrivé à l'amour filial véritable, au vrai amour filial. Peut-être après la guerre, un camarade vous parlera-t-il de moi, de cet amour que je lui ai communiqué. J'espère qu'il ne faillira pas à cette mission sacrée.

«Remerciez toutes les personnes qui se sont intéressées à moi, et particulièrement nos plus proches parents et amis ; dites-leur ma confiance en la France éternelle. Embrassez très fort mes grands-parents, mes oncles, tantes et cousins, Henriette. Donnez une bonne poignée de main chez M. Duvernet ; dites un petit mot à chacun. Dites à M. le Curé que je pense aussi particulièrement à lui et aux siens. Je remercie Monseigneur du grand honneur qu'il m'a fait, honneur dont, je crois, je me suis montré digne. Je salue aussi en tombant, mes camarades de lycée. À ce propos, Hennemann me doit un paquet de cigarettes, Jacquin mon livre sur les hommes préhistoriques. Rendez «Le Comte de Monte-Cristo» à Emourgeon, 3 chemin Français, derrière la gare. Donnez à Maurice André, de la Maltournée, 40 grammes de tabac que je lui dois.

«Je lègue ma petite bibliothèque à Pierre, mes livres de classe à mon petit papa, mes collections à ma chère petite maman, mais qu'elle se méfie de la hache préhistorique et du fourreau d'épée gaulois.

«Je meurs pour ma Patrie. Je veux une France libre et des Français heureux. Non pas une France orgueilleuse, première nation du monde, mais une France travailleuse, laborieuse et honnête. Que les Français soient heureux, voilà l'essentiel.

«Dans la vie, il faut savoir cueillir le bonheur.

«Pour moi, ne vous faites pas de soucis. Je garde mon courage et ma belle humeur jusqu'au bout, et je chanterai «Sambre et Meuse» parce que c'est toi, ma chère petite maman, qui me l'as apprise.

«Avec Pierre, soyez sévères et tendres. Vérifiez son travail et forcez-le à travailler. N'admettez pas de négligence. Il doit se montrer digne de moi. Sur trois enfants, il en reste un. Il doit réussir.

«Les soldats viennent me chercher. Je hâte le pas. Mon écriture est peut-être tremblée ; mais c'est parce que j'ai un petit crayon. Je n'ai pas peur de la mort ; j'ai la conscience tellement tranquille.

«Papa, je t'en supplie, prie. Songe que, si je meurs, c'est pour moi bien. Quelle mort sera plus honorable pour moi que celle-là ? Je meurs volontairement pour ma Patrie. Nous nous retrouverons tous les quatre, bientôt au Ciel.

«Qu'est-ce que cent ans ? »

«Maman, rappelle-toi :

«Et ces vengeurs auront de nouveaux défenseurs

qui, après leur mort, auront des successeurs. »

«Adieu, la mort m'appelle. Je ne veux ni bandeau, ni être attaché. Je vous embrasse tous. C'est dur quand même de mourir.

«Mille baisers. Vive la France.

«Un condamné à mort de 16 ans

H. Fertet,

«Excusez les fautes d'orthographe, pas le temps de relire.»

Expéditeur : Henri Fertet
Au Ciel, près de Dieu



Dès la rentrée d'octobre 1940, des lycéens du **LYCÉE LALANDE** de **BOURG-EN-BRESSE** manifestent une attitude hostile au régime de l'Etat Français et à sa politique de collaboration ; ce sera le cas de la moitié d'une classe de 1^{re}, l'autre étant pour une part pétainiste. Des professeurs – tel André Mandouze – affirmeront leur sympathie à ce qu'on appellera bientôt la Résistance.

Cette attitude va se concrétiser par des inscriptions « VDG » («Vive de Gaulle») sur les murs ou sur les tableaux noirs, des distributions de tracts et journaux clandestins introduits dans l'établissement par des externes, des internes en emmenant lors de leur séjour hebdomadaire en famille. Parmi les principaux titres diffusés au Lycée citons «Libération», «Combat», «Franc-Tireur», «Bir-Hakeim», «Témoignage Chrétien»...

Avec le concours d'élèves-instituteurs transférés au lycée après la suppression des Ecoles normales, y est créée en 1942 la première organisation de Résistance, rattachée au mouvement « Libération ». S'organisent, sous la direction de Paul Morin, les premières « sizaines » (groupes de 6), dirigées par Alland, André, Bouvet, Fiquet, Marin et Nio-gret.

En 1943, la résistance lycéenne de Lalande se rattache au mouvement de jeunes des Mouvements Unifiés de Résistance (M.U.R.) de Zone sud, les « Forces Unies de la Jeunesse » (F.U.J.), dont le chef régional n'est autre qu'Hugues Barrange..., surveillant général au lycée ; son successeur assurera le transfert depuis Lyon de journaux et tracts.

Lors de la sortie du jeudi après-midi, par groupes de 5 ou 6, les jeunes résistants se rendent dans la ferme des parents d'un de leurs camarades, pour y apprendre à monter et démonter la seule mitraillette Sten disponible, en vue du Jour « J ». C'est avec cette seule « formation » que les lycéens de Lalande, au lendemain du 6 juin 1944, participèrent aux batailles d'Hauteville, du col de la Lèbe et de Meximieux-La Valbonne.

Le 5 juin 1944, en pleine épreuve du baccalauréat, la Milice effectue sur dénonciation une rafle dans les salles et la cour d'honneur : au moins dix élèves sont déportés en camp de concentration.

Au total, 32 lycéens et enseignants du Lycée Lalande auront été fusillés ou tués au combat, une vingtaine déportés.

Le Lycée Lalande est le seul établissement scolaire de France Médaille de la Résistance.

OCCUPATION ET RESISTANCE DANS LES ILES ANGLO-NORMANDES

Depuis la fin des affrontements de l'époque révolutionnaire et napoléonienne entre l'Angleterre et la France, situées à quelques encablures des côtes françaises, les Iles Anglo-normandes - «Channel Islands» en anglais - avaient vécu des jours paisibles.

Vestiges insulaires de la possession anglaise du Duché de Normandie, qui prit fin sur le continent en 1204, les îles de Jersey, Guernesey, Aurigny (Alderney en anglais) et Sercq forment jusqu'à nos jours deux «baillages» - Jersey d'une part, Guernesey et les autres îles d'autre part - ayant chacun leurs propres gouvernements, parlement («les Etats») et lois (encore largement inspirées du droit féodal normand)¹.

Ne faisant pas partie du Royaume-Uni, ils ont en commun avec lui le souverain, lequel, loi salique oblige, est dans les Iles Anglo-normandes - et ce quel que soit son sexe - «Duc de Normandie» ; le Duc, par ailleurs souverain britannique, demandant à son gouvernement de Londres d'assurer la représentation diplomatique et la défense des deux baillages.

Dernier aspect qui prit une grande importance en 1940, quand la guerre opposant depuis 1939 la France et la Grande-Bretagne à l'Allemagne nazie évolua de manière dramatique avec l'invasion de la France par la Wehrmacht.

LA GUERRE...

Lors d'une réunion tenue le 15 juin 1940 à Londres, les Allemands s'approchant des côtes du Cotentin - le 17 juin les Allemands sont à Granville, le 20 juin l'Amiral Le Bigot, commandant la place de Cherbourg, la remet à Rommel - les responsables militaires britanniques, estimant que les îles Anglo-Normandes n'ont pas d'importance stratégique, décident qu'il n'est ni nécessaire ni possible de les défendre. Décision est en conséquence prise d'évacuer les 2 bataillons britanniques et leurs matériels présents dans l'archipel ainsi démilitarisé ; décision étendue aux civils désirant les suivre.

Cela sera, à l'exception d'une douzaine d'entre eux, le cas des 1500 habitants d'Aurigny. A Guernesey, décision est prise d'évacuer en priorité les écoliers, leurs enseignants et les mères accompagnantes d'enfants en bas-âge ; le jeudi 20 juin au matin, un premier bateau, l'*Antwerp*, emporte 1154 jeunes Guernesiais² vers la Grande-Bretagne pour un exil de cinq ans ; au total 17 000 des 40 000 habitants quittèrent l'île.

¹ Sercq (Sark en anglais), dépendance de Guernesey a un seigneur féodal particulier bénéficiant de droits et privilèges. En 1940, ce seigneur, qui porte le titre de «Dame de Sercq», est Sybil Mary Collings Beaumont.

² Ce ne sera pas sans conséquences pour l'avenir de l'identité culturelle de Guernesey et d'Aurigny : partant pour la Grande-Bretagne en juin 1940, les enfants parlaient pour le plus grand nombre d'entre eux - maternellement et dans la vie courante - le guernesiais et l'aurignais (dialectes normands du français). De retour dans leurs îles en 1945, ils utilisaient couramment l'anglais.

A Sercq, la Dame incita les 600 habitants à rester, et à Jersey - où demeurèrent les 4/5^e des 50 000 habitants - l'évacuation des civils fut plus limitée.

La guerre va faire irruption une semaine plus tard : le 28 juin, un raid de la Luftwaffe sur les installations portuaires de Saint-Pierre-Port et ses hangars d'exportation de fruits, pris pour des bâtiments militaires, tue 33 Guernesiais et en blesse 67.

L'occupation de Guernesey commence le 30 juin en fin de journée, avec l'atterrissage de cinq Junker transporteurs de premières troupes, dont le gros arriva le lendemain lundi 31, le drapeau nazi étant alors hissé ; par la suite, le contingent d'occupation sera renforcé jusqu'à ce qu'il comprenne presque autant de soldats que de Guernesiais...

L'opération «Grüne Pfeile» («flèches vertes») ainsi commencée va se poursuivre avec l'occupation d'Aurigny le 2 juillet par une compagnie de la Wehrmacht ; le même jour commence l'invasion de Sercq - achevée le 4 juillet - et celle de Jersey, où arrivent des troupes aéroportées et qui avait eu aussi à subir un bombardement faisant 9 morts et des blessés.

SOUS LA BOTTE NAZIE

Les Allemands vont prendre contact à leur arrivée avec les autorités locales restées en place, le Bailli Sir Victor Gosselin Carey à Guernesey, le Bailli Alexander Coutanche à Jersey, et la Dame à Sark.

A Guernesey, le Bailli Carey dut céder l'essentiel de ses pouvoirs à une administration militaire allemande s'appuyant - pour la gestion des affaires courantes - sur un «Comité de contrôle» dont le premier Président, Ambrose Sherwill, suite à son implication dans le raid - avorté - de com-

mandos britannique à Guernesey dans la nuit du 14 au 15 juillet 1940, va être démis de ses fonctions, arrêté, transféré à la prison du Cherche-midi à Paris puis interné ultérieurement au camp de Laufen, dans le sud-est bavarois.

Courant août 1940, l'administration militaire allemande est rattachée au sous-district de la Manche du Gouvernement militaire de France occupée basé à Saint-Germain-en-Laye. Les affaires civiles vont dépendre de la Feldkommandantur 515, installée à Jersey, dans la capitale Saint-Hélier, à Victoria College House, dont une antenne - Nebenstelle - à Guernesey a aussi autorité sur Sercq.

Les tout premiers temps de l'occupation allemande s'accompagnèrent de la mise en place d'un couvre-feu de 23 h à 6 h, d'un appel à la reddition de tout soldat resté dans les îles, à la livraison des armes, de la suspension des ventes d'alcool ou pétrole. Il y eut aussi des mesures symboliques, tel le changement de fuseau horaire alignant l'heure locale sur l'heure allemande, ou celui du sens de la circulation, passant à droite comme sur le continent. La presse continua à paraître avec, pendant quelque temps, une censure pas trop pointilleuse, l'écoute de la B.B.C. fut tolérée, les pêcheurs purent continuer leur travail avec toutefois un soldat allemand à bord... Cela n'eut qu'un temps.

LES PREMIÈRES MESURES RÉPRESSIVES

Avant l'arrivée des Allemands, la plupart des Juifs résidant à Jersey, autochtones ou réfugiés du continent, avaient été évacués en Angleterre, à l'exception de douze d'entre eux restés à Jersey et de quatre à Guernesey. Ces derniers seront la cible des premières mesures répressives mises en œuvre par l'occupant. La première étant le recensement des Juifs, suivi de l'apposition sur la vitrine des magasins qu'ils possédaient du panneau «entreprise juive», avant leur «aryanisation».

Enregistrée le 31 mai 1941 par la Cour royale de Jersey, et le 17 juin suivant par celle de Guernesey, la 3^e des neuf mesures prises contre les Juifs va définir, en s'inspirant des lois de Nuremberg, qui est Juif et quel est son statut ; marqué notamment par des exclusions professionnelles (interdiction d'être fonctionnaire, de posséder une entreprise, d'avoir un emploi dans la banque, les assurances, etc.)

En avril 1942, trois Guernesaises, Auguste Spitz, Marianne Grunfield et Thérèse Steiner, reçurent l'ordre - transmis par la police guernesaise - de prendre le bateau pour la France : la déportation des Juifs commençait. Le 20 juillet suivant, toutes trois quittaient le camp de Compiègne pour Auschwitz, où elles furent assassinées. La déportation de plusieurs autres Juifs des îles eut lieu en février 1943.



Un «bobby» jersiais avec un officier allemand

Les autorités des deux baillages – qui dès le début de l'occupation avaient appelé leurs concitoyens à suivre les ordres de l'occupant – apportèrent leur concours au processus. Un rapport secret des services de renseignement britanniques d'août 1945 les mettra en cause : «*Quand les Allemands proposèrent de mettre en œuvre les mesures anti-juives, il n'y eut aucune protestation des autorités de Guernesey qui se sont empressées d'apporter leur concours. A l'inverse, quand il fut proposé d'en prendre contre les francs-maçons, le Bailli fit tout son possible pour les protéger.*»



«Entreprise juive».

Bien que n'ayant pas eu des conséquences aussi dramatiques que la déportation des Juifs, la population britannique – c'est-à-dire celle non née dans les îles – dut les quitter : en représailles à l'internement des Allemands résidant en Iran lors de la prise de contrôle de ce pays par les Britanniques, tous les non natifs (hommes, femmes, enfants), ainsi que tous les hommes ayant servi comme officiers durant la Première Guerre mondiale, furent envoyés dans six camps d'internement du sud de l'Allemagne, dont Biberrach an der Riß en Bade-Wurtemberg et Laufen en Bavière. Une plaque sur le port de Saint-Hélène rappelle l'événement : «*De ce bâtiment, 1.186 résidents de naissance anglaise ont été déportés en Allemagne en septembre 1942. En février 1943, 89 autres ont été déportés depuis un autre endroit de Saint-Hélène.*» Près de 800 autres partirent de Guernesey pour être internés en Allemagne.

UNE «FORTERESSE»

En octobre 1941, Hitler avait ordonné la transformation de l'Archipel en «*forteresse imprenable*», y faisant stationner à cette fin 36 000 soldats et construire sur toutes les côtes des îles des bunkers du «*Mur de l'Atlantique*», ainsi que creuser dans le granite armoricain de Jersey un immense «*Hopital militaire souterrain*», dont la construction coûta la vie de centaines de prisonniers de guerre, un autre de 7000 m² le fut dans la paroisse de Saint-André de la Pommeraye à Guernesey.

Aurigny sera aussi le siège d'un camp de concentration, commando éloigné du camp de Neuengamme créé en 1938 en Allemagne, et comportant 4 implantations dans l'île : celles de Norderney et Sylt, se rapprochant la plus des conditions hélas «*classiques*» d'un camp nazi, celle de Borkum étant affectée aux techniciens allemands et à des «*volontaires*», celle d'Helgoland, à des

Soviétiques de l'Organisation Todt.

Plusieurs milliers de Russes, de Polonais, de Républicains espagnols³, d'Allemands «*asociaux*», de Français (dont plusieurs centaines de Juifs maris d'aryennes⁴), de Nord-Africains, d'autres malheureux de diverses nationalités, y souffrirent ; nombre d'entre eux – dont 687 Russes – y périrent d'épuisement, sous les coups, exécutés. Les camps d'Aurigny furent évacués via la France vers Neuengamme entre le 7 mai et la fin juin 1944. Nombre de déportés s'évadèrent grâce aux cheminots français entre Cherbourg, Lille et Hazebrouck, les autres, après un internement près de Boulogne, furent libérés par la Résistance belge à Dixmude.

LA RESISTANCE ILIENNE

L'une des premières formes de résistance à l'envahisseur fut quasi-immédiate, à savoir l'utilisation privilégiée dans les rapports sociaux des parlers maternels – le jersiais, le guernesiais et le sercquiais – qui devinrent ainsi langues de résistance : peu parmi les occupants – sinon aucun – parlant les différents dialectes normands, à la différence du français ou de l'anglais.

Le développement de la Résistance tant à Guernesey qu'à Jersey fut compliqué par l'exiguïté des îles, par le fait que de nombreux combattants potentiels étaient partis en juin 1940 en Angleterre et par la densité de troupes allemandes par rapport à la population locale. Ainsi, actes individuels de Résistance furent la campagne des «*V*» (pour «*Victoire*» ou «*Victory*») dessinés sur les murs à laquelle avaient appelé Winston Churchill, ou l'écoute de la BBC quand elle fut interdite...

Cependant, une forme organisée de Résistance va se développer à Jersey sous l'impulsion de Norman le Brocq⁵, jeune militant dès avant guerre – il a 18 ans en 1940 – de la «*Transport and General Workers Union*» (TGWU), syndicat interdit à l'arrivée des Allemands et qui, fin 1941, va mettre sur pied, avec un groupe de socialistes, le «*Jersey democratic movement*» (JDM)⁶, dans une démarche analogue à celle du Front national en France ; en 1942, le «*Communist Party of Jersey*» (CPJ) est reformé.

Jusqu'à la libération de l'île TGWU, JDM et CPJ vont éditer des tracts antiallemands à quelques centaines d'exemplaires par parution ; certains en russe à destination des prisonniers soviétiques internés dans les camps de travail. Les Résistants jersiais aideront à cacher des prisonniers soviétiques ou d'autres nationalités évadés.

Il y eut aussi de plus ou moins importants



Norman Le Brocq

actes de sabotage et, action plus spectaculaire, la destruction de l'école allemande d'officiers qui fit 9 victimes ; ce qui fit prendre en considération le rôle de la Résistance par l'occupant. Et entraîna le développement de la répression.

Artiste, Claude Cahun (Lucy Schwob) et sa compagne Suzanne Malherbe, entrées en Résistance dès l'occupation de Jersey, sont arrêtées par la Gestapo en 1944 pour avoir rédigé des tracts aux nazis, appelé les soldats allemands à la désertion. Condamnées à mort en novembre 1944 elles seront sauvées à la Libération.

A Guernesey, le journaliste Frank Falla mit sur pied le «*Guernsey Underground News Service*» éditant une feuille quotidienne d'information distribuée clandestinement de mai 1942 à février 1944, ce qui lui valut d'être avec deux autres résistants déporté. Comme le furent pour avoir porté secours à un prisonnier soviétique évadé, et caché jusqu'à la Libération, Louisa Mary Gould, gazée le 13 février 1945 à Ravensbrück, et son frère, Harold Le Druillennec, revenu de Bergen-Belsen ; d'autres furent envoyés à Buchenwald et dans d'autres camps, où plusieurs dizaines moururent. Des centaines d'Iliens furent durant ces années emprisonnés pour diverses manifestations de Résistance.

LIBÉRATION TARDIVE

Après le débarquement allié du 6 juin 1944 en Normandie, la «*Forteresse*» des îles fut intégrée à la stratégie allemande des «*Poches de l'Atlantique*» : les forces commandées par l'Amiral Hoffmeier ne capitulèrent que le... 9 mai 1945 !

Cette période, de l'été 1944 à mai 1945 les liaisons de ravitaillement avec la France étant coupées, fut très pénible pour la population, qui vécut une quasi-famine à l'hiver 1944-1945. Certains Iliens réussirent cependant à s'évader vers la France.

Il n'y eut guère d'épuration à la Libération, seuls 12 cas de collaboration furent relevés... On préférera s'en prendre à la «*collaboration horizontale*» des «*Jerry-bags*», ces femmes ayant noué des liens avec l'occupant. Quant aux Baillis... Celui de Jersey, Alexandre Coustanche, devint Lord à Londres...

³ Parmi eux, Sergio Gonzalés, qui fut membre du Bureau national de l'ANACR de 1986 à 1998.

⁴ Décédé en 1996, Norman le Brocq fut après la guerre dirigeant du Parti communiste de Jersey, élu député aux États de Jersey en 1966, année où il reçut – ainsi que 19 autres jersiais et guernesiais, dont Albert Bedane, reconnu en 2000 «*Juste parmi les nations* – une médaille d'or soviétique pour leur rôle dans la Résistance et l'aide apportée aux prisonniers soviétiques. Personnalité unanimement respectée, son nom a été donné à l'actuel bateau du Service des pêcheries de Jersey.

⁵ Un «*Guernsey Democratic Movement*» fut aussi formé dans l'autre île.

ALLEMAGNE

UNE ORGANISATION «CHARITABLE»



Poppi et son père hier...



Logo de la «Stille Hilfe» ... et Gundrun aujourd'hui



L'«Aide silencieuse» ou «*Stille Hilfe*» en allemand, «*Stille Hilfe für Kriegsgefangene und Internierte*» de son nom complet, c'est-à-dire «Aide silencieuse pour les prisonniers de guerre et les internés», a été créée en 1951, sous forme d'association d'utilité publique habilitée à recevoir subventions et dons, par la princesse Hélène Elisabeth von Isenburg (décédée en 1974). Elle est, depuis 60 ans - car elle existe toujours - une Association «charitable» ... envers les criminels de guerre nazis.

Façade légale des organisations clandestines qui permirent à plusieurs d'entre eux de fuir vers l'Espagne de Franco, l'Amérique latine (Argentine, Brésil, Chili, Bolivie...), la *Stille Hilfe* eut parmi ses fondateurs de représentants des églises tel Theophil Wurm, ancien évêque évangélique pour le Wurtemberg ou l'évêque auxiliaire catholique de Munich, Johannes Neuhäusler, pourtant ancien détenu de Dachau, mais aussi l'ancien *Standartenführer* SS du RSHA, le service de sécurité du Parti nazi, Wilhelm Spengler, ou l'*Obersturmbannführer* Heinrich Malz, un proche d'Ernst Kaltenbrunner.

Sa fondatrice, la princesse von Isenburg en a défini les objectifs : «Au début de son activité, la *Stille Hilfe* a essentiellement pris en charge les besoins des prisonniers de guerre et des internés privés de tout droit. Par la suite, son attention s'est portée sur les accusés et internés dans le cadre des procès ayant fait suite à la guerre, qu'ils soient emprisonnés dans les prisons des vainqueurs ou dans des maisons de peine allemandes.»

Ainsi, grâce à l'avocat Rudolf Aschenauer, qui rédigea et déposa leurs recours en grâce ou révision, l'association apporta une aide juridique aux criminels de guerre emprisonnés, une aide financière pour financer les procédures, une aide matérielle

à leurs familles.

Tel fut le cas, par exemple, pour Hildegard Lächert («Brigitte la Sanglante»), lors du procès des gardiens du camp de Majdanek qui se déroula à Dusseldorf de novembre 1975 à juin 1981, pour Klaus Barbie ou Erich Priebke...

Bénéficiant d'héritages et de dons qui vont lui fournir des moyens conséquents, la *Stille Hilfe* va élargir son champ d'activité au dénigrement des procès d'anciens nazis présentés - par des campagnes de presse - comme s'inscrivant dans une «justice de vainqueurs», dont les accusés sont présentés comme n'étant au pire que de simples exécutants.

Nouant des liens avec d'anciens responsables nazis, elle entretint des contacts avec des politiciens de droite ouest-allemands et autrichiens tels Théodor Oberländer, Franz-Josef Strauss ou le défunt Jörg Haider, s'inscrivant dans une démarche négationniste.

À la mort de la princesse von Isenburg, l'association va être présidée par les anciennes dirigeantes du *Bund Deutscher Mädel* (l'Association des jeunes filles allemandes, de l'époque nazie) Gertrude Herr et Adelheid Klug. Depuis 1992, la présidence est exercée par Horst Janzen, qui assista au procès de Majdanek à Dusseldorf en tant que rapporteur et observateur pour le compte de l'association.

Mais la véritable dirigeante est sans conteste Gudrun Burwitz, une des filles d'Heinrich Himmler, sa préférée, «Poppi», aujourd'hui âgée de 81 ans, et qui n'ayant rien renié du passé et des convictions de son père, a récemment apporté son soutien à Klaas Carel Faber (89 ans) menacé d'extradition depuis les Pays-Bas pour crimes de Guerre en Allemagne, de même qu'à Demanjiuk, récemment condamné à Munich.

ESTONIE

RALLYE D'ANCIENS SS

Le 30 juillet dernier, d'anciens membres de la 20ème division des Waffen SS (*Estonische n°1*) ont tenu leur réunion annuelle à Sinimäe, en présence de néonazis venus des deux autres Pays Baltes (Lituanie et Lettonie) mais aussi de Finlande et de Suède ; et ce sous la protection des forces de police estoniennes, qui tenaient à l'écart à plus de 500 mètres les antifascistes venus dire leur écœurement.

Interpellé, le Premier ministre Estonien, Andrus Ansip, a prétendu que ce rallye annuel d'anciens SS n'a rien à voir avec le nazisme, que ce ne serait qu'une manifestation du souvenir à la mémoire de ceux qui sont tombés pendant la deuxième guerre mondiale. Sans évoquer quelle cause - celle de l'hitlérisme - ils défendaient, quels crimes auxquels ils ont été associés ; en premier lieu au génocide juif.

Quelques 80 000 estoniens auront combattu dans les rangs des forces nazies, notamment la Waffen-SS, et 3000 dans les rangs de l'armée finlandaise contre l'URSS.

ESPAGNE

LE JUGE GARZON POURSUIVI

Le Conseil général du pouvoir judiciaire (CGPJ) espagnol a suspendu de ses fonctions le 14 mai dernier le juge Baltasar Garzon - connu notamment pour avoir entamé des poursuites contre Pinochet quand celui-ci était «soigné à l'article de la mort» en Grande-Bretagne, avant de retrouver une forme notable à sa descente d'avion de retour au Chili - et ce en conséquence de sa mise en accusation pour avoir voulu enquêter sur les crimes - aujourd'hui amnistiés - du franquisme.

Le juge Garzon est poursuivi notamment par la Phalange espagnole. Et ce pour avoir voulu, en 2008, enquêter pour la première fois sur les disparus de la guerre civile et de la répression franquiste.

Cette mesure fait suite à la décision par un magistrat du Tribunal suprême d'ordonner l'ouverture d'un procès pour «forfaiture» du juge Garzon ; lequel, encourant une interdiction d'exercice du métier de juge pendant 20 ans, a décidé de saisir la Cour européenne des Droits de l'Homme.

FRANCE

AUJOURD'HUI BRUNO,
DEMAIN MARINE ?

Un rassemblement a été organisé en mai dernier pour protester contre le retour à l'université Lyon III 3 de Bruno Gollnisch en tant que professeur de civilisation japonaise. Ex-numéro 2 du Front National, il avait été exclu de ses activités d'enseignant en 2005 pour des propos négationnistes concernant la shoah.

Pour autant, Bruno Gollnisch est loin d'être quitte pour ses dérives racistes : Le Parlement européen a accepté le 10 mai 2011 sa levée d'immunité parlementaire. Bruno Gollnisch fait l'objet d'une procédure judiciaire à la suite d'une plainte pour incitation à la haine raciale en France.

Les eurodéputés ont estimé que les propos litigieux écrits sur le site internet du groupe Front national au Conseil régional de Rhône-Alpes, dont Bruno Gollnisch est président, ne se rapportaient pas à ses activités de député européen. Le candidat malheureux à la présidence du Front national a réagi en traitant ses collègues de « minables ».

L'ancien numéro 2 du Front National est devant le tribunal de grande instance de Lyon l'objet d'une plainte de la Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme (Licra) pour des propos tenus en 2008 évoquant « l'invasion de notre patrie » par les musulmans.

Quant à Marine Le Pen, elle a trouvé « scandaleuse » la levée de l'immunité parlementaire de Gollnisch. « Je trouve ça scandaleux. J'ai voté contre cette levée d'immunité, car je pense que la seule liberté d'un député, c'est sa liberté de parole », a déclaré Marine Le Pen.

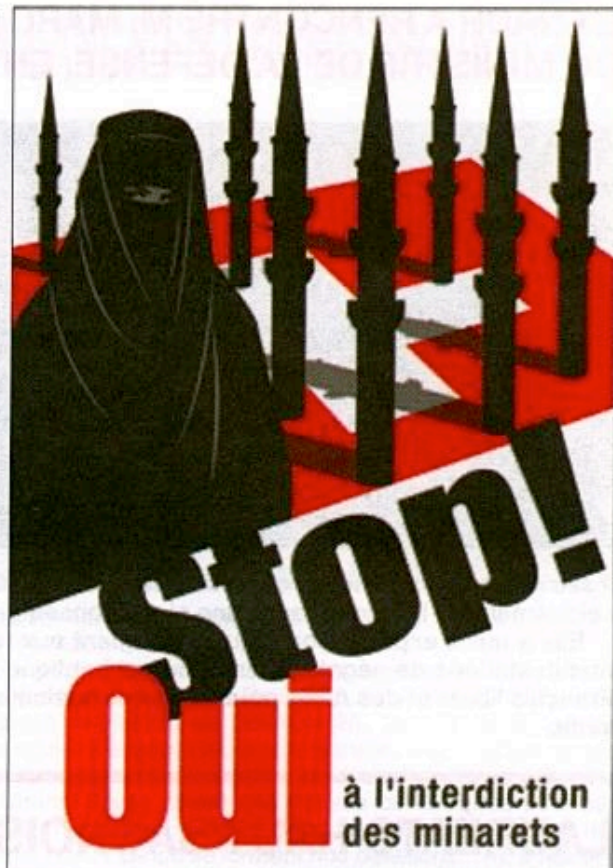
« Je ne doute pas d'être la prochaine sur la liste, je pense que moi-même mon immunité sera probablement levée à la suite de poursuites engagées par toute une série d'associations, celles qui ont (aussi) poursuivi M. Hortefeux, M. Guéant. On va pouvoir monter une association », a-t-elle ironisé. Laissons-lui la responsabilité de cette association...

Marine Le Pen, qui n'est pas à une contradiction près, excluait dans le même temps un « gollnisch » de base, pour avoir tenu des propos antisémites sur le site internet tenu par les étudiants de l'école de journalisme de Lille, s'y qualifiant d'« antisioniste, antisémite, anti-juif ». Yvan Benedetti s'était défendu en disant avoir prononcé ces mots sur le ton « de l'humour et du sarcasme »... (sic).

SUISSE

Des minarets comme des missiles trouant le drapeau suisse.

Cette affiche, éditée par l'Union "Démocratique" (sic) du Centre (resic) (UDC), soutenait la campagne de ce parti pour l'interdiction de construction des minarets. Campagne hélas couronnée de succès dans un contexte xénophobe. Elle a été reprise en France par... le Front National.



NORVÈGE

UN CRIME BARBARE...

Le 22 juillet dernier, un tueur, obsédé par l'invasion étrangère dont son pays était l'objet abattait à Oslo et dans une île voisine 77 personnes.

Anders Behring Breivik a avoué à la police qu'il projetait de s'en prendre à d'autres cibles, parmi lesquelles le siège du parti travailliste (formation coupable selon Breivik d'œuvrer pour la société multiculturelle qu'il déteste), le Palais royal, ainsi que d'autres institutions du pays.

Les investigations policières, notamment sur internet, indiquent sans conteste que le tueur s'inscrit dans une mouvance extrémiste qui a des ramifications internationales, idéologiques et même organisationnelles.

Le monde entier a exprimé son émotion et sa solidarité avec le peuple norvégien.

Le monde entier ? Non ! Notre pays a eu le triste privilège de produire une voix discordante, celle tonitruante de... Jean-Marie Le Pen.

Si le Front national avait initialement « condamné » l'acte « barbare » que constituait la tuerie d'Oslo,

Jean-Marie Le Pen, sur le site Web du FN, ancien leader et toujours président d'honneur, a considéré que la « naïveté » du gouvernement norvégien était « plus grave » que « l'accident » (sic) commis par Anders Breivik. « Ce qui me paraît plus grave a-t-il ajouté - c'est la naïveté du gouvernement norvégien » qui n'a pas « pris la mesure du danger que représente l'immigration massive ».

Face aux protestations soulevées par ce genre de propos, Marine Le Pen, tout en ayant un langage plus pondéré, a cependant déclaré qu'elle n'était pas en désaccord avec les propos de son père... Comme dit le proverbe : « Tel père... »

HONGRIE

SUCCÈS
DES ANTIROMS

A Gyöngyöspata, un bourg de près de 3000 habitants du nord de la Hongrie, Ozskar Juhasz, le leader local du parti d'extrême-droite Jobbik a été élu maire sur un programme antirom.

Pendant plusieurs semaines les milices armées de son parti avaient arpenté, menaçantes, les rues de la cité.

LA VIE DE L'ASSOCIATION

L'ANACR A RENCONTRÉ M. MARC LAFFINEUR, SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUPRÈS DU MINISTRE DE LA DÉFENSE, EN CHARGE DES ANCIENS COMBATTANTS



Le 14 septembre dernier, une délégation de l'ANACR, conduite par Louis Cortot, Président, et comprenant Jacques Weiller, vice-président et Jacques Varin, secrétaire général, a été reçue par M. Marc Laffineur, Secrétaire d'Etat, afin de lui présenter l'Association, sa mission de passage de mémoire, ses principales orientations et revendications.

En premier lieu celle d'instauration d'une Journée Nationale de la Résistance, le 27 mai. Mais aussi celle du maintien d'un ministère ou secrétariat d'Etat chargé des Anciens Combattants, ayant un budget autonome, la reconnaissance des titres de Résistants qui en sont encore injustement privés et l'attribution des distinctions qu'ils méritent.

La délégation de l'ANACR a exprimé son attachement à l'ONAC, à sa mission, à ses services départementaux,

à ses moyens humains, au caractère associatif du Concours National de la Résistance et de la Déportation, à l'enseignement de l'Histoire, avec une place conséquente dans les programmes pour celle de la Résistance.

Elle a aussi exprimé son inquiétude quant aux résurgences du fascisme, du racisme et de la xénophobie, aux manifestations de négationnisme, ce qui implique que soit rappelée la spécificité de la lutte des Résistants, des Français libres et des Alliés pour abattre le nazisme, et que soit abandonnée toute idée de Journée unique du souvenir.

LAURÉATS HAUT-SAÔNOIS DU C.N.R.D. DANS LE VERCORS



Le voyage annuel de l'ANACR de Haute-Saône qui récompense une trentaine de collégiens et lycéens, lauréats du concours de la Résistance et de la Déportation, les a conduits dans le Vercors les 19 et 20 mai 2011. Les impressions reçues au retour montrent l'intérêt de tels voyages pour les élèves qui sont toujours très intéressés.



Au musée de Vassieux plus traditionnel, les élèves «ont beaucoup aimé qu'on puisse voir et toucher des objets d'époque, comme un casque qui a connu les deux guerres mondiales, des papiers, une arme...» (Elsa Viennet et Elodie)

Le Mémorial de la Résistance au col de La Chau, qui recourt à la mise en scène image et son «m'a beaucoup plu, le concept était innovant, les films diffusés étaient très intéressants» (Elodie Martinet).

Le témoignage de la grand-mère de notre guide, survivante des massacres du 21 juillet 1944, les a beaucoup touchés. Elle avait 8 ans, était cachée avec deux autres enfants sous un rocher quand les Alle-

mands ont lancé sur eux une grenade : «Je sentais qu'à l'intérieur d'elle-même, elle revivait ces moments douloureux. Il faut énormément de courage pour accepter de parler et de repenser à cela» (Albert Guyot).

A Valchevière, incendié le 23 juillet : «La vue des lieux permet de se rendre compte des souffrances qu'ont endurées les populations... Les ruines du village m'ont marqué... A mon arrivée dans ce lieu, je me suis senti seul. Il n'y avait aucun bruit, comme après le massacre. La pluie s'est mise à tomber, comme si les victimes se mettaient à pleurer» (Albert). «Cette visite du Vercors m'a permis de faire la comparaison entre un livre et la réalité sur le terrain. Nous nous représentons mieux les descriptions d'un livre avec l'émotion en plus» (Elsa).

«Ce genre de voyage permet de ne pas oublier ce qu'il s'est passé» (Elsa). «La grotte de la Luire (où les nazis massacrèrent les blessés de l'hôpital militaire replié) et les ruines de Valchevière montrent bien la barbarie nazie. C'est pourquoi il faut rapprocher les peuples pour éviter que de nouveaux événements aussi tragiques se reproduisent» (Raphaël Simao).

L'appui du Conseil Général, de l'ONAC et de la Ville de Vesoul ont permis la réalisation de ce voyage.

Le Musée de la Résistance de Vassieux-en-Vercors, situé au centre de la cité, été fondé en 1973 par Joseph La Picerella, qui a fait don de sa collection au département de la Drôme en 1999.
<http://www.ladrome.fr/fr/le-tourisme/musee-de-la-resistance/index.html>

LA MONTÉE ANNUELLE AU MAQUIS DE LA LANCE EN DRÔME PROVENCALE



Ce n'était ni les Glières, ni le Vercors, ni le mont Mouchet et s'il y eut des blessés et des morts, ce fut quand les maquisards descendaient dans la plaine pour y tendre des embuscades ou plus prosaïquement récupérer ces précieux tickets d'alimentation indispensables à leur survie.

La Lance, un gros lézard culminant à 1340 mètres, situé entre Dieulefit, la commune des Justes, et Nyons, au débouché de gorges qui furent autant de lieux de Résistance. Visible de très loin notamment des monts situés sur la rive droite du Rhône, elle a été la sentinelle protégeant et annonçant les Préalpes méridionales. Longtemps, elle a été - et elle l'est restée en partie - sur ses sommets l'endroit de prédilection où, à la belle saison, paissaient moutons et vaches. Elle est le paradis des plantes d'Oc que chantent les poètes. Il est vrai que là haut, le thym - la farigoule des Provençaux - pour avoir bien souffert sur un sol aride dégage un parfum qu'on ne trouve guère ailleurs. Ses sentiers - devenus parfois GR - sont la providence des promeneurs. Les chasseurs qui la fréquentent, s'ils y trouvent leur compte en prélèvement de sangliers, sont aussi pour la plupart de défenseurs de la nature.

Dès 1940, elle fut le refuge des premiers Résistants fuyant pour des raisons diverses le danger engendré au sein de la population urbaine. A ses pieds, des villages, tous opposants au totalitarisme tel qu'il fut. Du plus petit (moins de 100 habitants) au plus peuplé, mais ne dépassant pas le millier à cette époque. Inaccessible au nord et à l'est, trop lente à gravir côté sud, elle était entourée à l'ouest et à mi hauteur par des fermes souvent habitées à cette époque. Elles servaient de refuge provisoire aux réprimés gagnant la montagne devenue aujourd'hui symbolique. Simple bergerie mise à disposition en dépit du danger par des propriétaires citoyens, instruits de la trahison induite par l'armistice, telle fut la «ferme des Maquis».

Officiellement, le maquis de la Lance, créé en avril 1943, fut dispersé en 1944 par les GMR. Sans victimes, un jeune garçon ayant prévenu les occupants (qui par prudence avaient établi leur campement à l'extérieur où se déroulait l'instruction) ; les ancêtres des CRS firent un tel bruit (volontaire selon certaines versions) que les maquisards eurent le temps de déguerpir pour établir plus tard d'autres camps, et essaimer dans le Nyonsais et les Baronnies. Ce qui n'empêcha pas par la suite et ce jusqu'en août 1944 la présence d'autres nouveaux Résistants en instance de départ pour des camps plus importants les conduisant, pour beaucoup, à rejoindre les FFI, à s'installer là. Un total difficile à effectuer compte tenu de la discrétion de rigueur, mais on peut estimer 300 à 500 le nombre de personnes ayant séjourné en ce lieu.

Tout là haut, aux deux tiers de la montée, à quelques mètres de la ferme, voici une vingtaine d'années, une stèle en pierre de Taulignan a été érigée par un ancien Résistant local accompagné par un jeune homme dont le grand-père fut ravitailleur de maquis et dont le père avait fui le régime de Franco.

A cela fut ajouté un sentier des Maquis de la Lance initié en 1993 par Jean Dubief.

Et depuis, chaque 15 août, date symbolique choisie en raison du débarquement de Provence, ils sont nombreux à répondre à l'invitation de l'ANACR-26, Comité de la Drôme Provençale, à engager leurs pas, le matin, dans les traces des anciens maquisards, à se retrouver devant la stèle, à entonner «La Jeune Sève», chant des maquis de la Lance écrit par Max, un maquisard disparu dans la tourmente («...sur les sommets de la Lance se forment nos bataillons...»), à reprendre en chœur le «Chant des Partisans» et «la Marseillaise», à partager fraternellement le repas tiré du sac avant de redescendre vers l'une des 36 communes ayant apposé au fronton de la mairie la plaque commémorative des maquis.

Cette année encore à Grillon (enclave de Valréas, Vaucluse), la présidente du comité, Béatrice Jouve, et la présidente départementale, Mireille Monier-Lovie, ont été accueillies par le maire de la petite ville devant le monument aux morts en présence d'un large public et de nombreux porte-drapeaux.

UN DEVOIR DE MÉMOIRE QUI SE PERPÉTUE

Après la visite de l'exposition sur la Résistance, préparée et enrichie chaque année par Philippe Biolley, chercheur passionné, un concert vocal offert au public et consacré au thème des années sombres, la journée s'est achevée par un chaleureux repas fraternel réunissant plus de 100 personnes, sans oublier la traditionnelle tombola et quelques pas de danse.

Un devoir de mémoire qui tout au long de l'année se perpétue d'ailleurs auprès des élèves proches, avec le rappel de l'histoire régionale par Georges Chabert, vice-président du comité ANACR. Une action pédagogique dans les classes, couronnée par l'ascension de la Lance, constitue une manifestation similaire à celle du 15 août. Déjà plus d'un millier d'enfants ont participé à cette activité citoyenne avec en début d'après-midi, devant le cerisier résistant trois fois abattu par la foudre mais toujours vivant, l'interprétation d'un chant ou d'un poème étudié en classe pour la circonstance.

De ces hauteurs, « Que la montagne est belle ! ». On y distingue les monts de l'Ardèche et l'on devine Antraigues, le village choisi par Jean Ferrat qui fut, on le sait, adhérent de l'ANACR. Voici quelques années, à Taulignan, la journée du 15 août lui était dédiée. Et à l'occasion du spectacle, Moïse Lamblin, son ami aujourd'hui disparu lui aussi, comme Jean Dubief, donnait en musique et en chansons toute la mesure de son engagement militant. Ainsi, à partir d'une montagne devenue emblématique, peut s'entretenir et perdurer l'esprit de la Résistance légué par ceux qui firent, voilà 67 ans et davantage, le choix de refuser de subir.

Georges Chabert

LA VIE DE L'ASSOCIATION

LOZÈRE

Le 27 mai 2011, en présence des familles des Résistants honorés par les 17 panneaux le jalonnant, a été inauguré le parcours de Mémoire de la Résistance à Mende, acte militant de la ville qui avait sollicité en 2010 l'ANACR lozérienne pour ce travail dont la nécessité a paru immédiate.

Durant toute une année, en contact permanent, les membres de l'équipe du projet (Mairie, ONAC et ANACR 48), ont travaillé sur les personnages, les événements et les lieux qui allaient constituer la trame de ce parcours. Les panneaux placés à des endroits précis de la ville sont à la fois un hommage à ceux qui, à Mende, tels Henri Bourillon maire destitué et mort en déportation, ont combattu le fascisme et un antidote à l'amnésie propice à la réécriture de l'histoire de cette période.

Les officiels, les scolaires et la population ont contribué à faire de cette inauguration un moment fort du souvenir à Mende. Une plaque, dont les photos et textes sont extraits du CD Rom «la Résistance en Lozère» (ANACR et AERI 2006) est disponible gratuitement à l'Office de Tourisme.

HAUTE-GARONNE

Une foule importante se pressait le 20 août dernier dans la cour de la Prison Saint-Michel à Toulouse pour commémorer la libération de cet édifice où souffrirent et périrent tant de patriotes et Résistants de toutes nationalités, et exprimer la volonté – que concrétise une pétition de 12000 signatures – de le voir sauvegardé intégralement comme lieu de mémoire.

Outre les dirigeants départementaux de l'ANACR et de l'UFAC étaient présents M. Pierre Cohen, député-maire de Toulouse, MM. Jean-Jacques Mirassou, sénateur, Pierre Izard, Président du Conseil général, Jean-Luc Moudenc, ancien maire de Toulouse, Mme Arribage, Conseillère régionale, et d'autres personnalités, des Guérilleros, des gambaldiens, des médaillés de la Résistance, l'Association de quartier.

HAUTE-LOIRE

Le congrès de l'ANACR de Haute-Loire s'est tenu le 9 octobre au Puy, avec la participation de Jacques Weiller, vice-président national représentant la Direction nationale. Lucien Volle fit à son ouverture observer une minute de recueillement à la mémoire de deux membres de la Direction départementale récemment disparus et écouter le «Chant des Partisans».

Puis, présentant un long rapport d'activité Lucien Volle énuméra les multiples commémorations organisées chaque année en Haute-Loire par l'ANACR et ses amicales affiliées, avec le concours successif des municipalités de Saint-Jean-Lachalm, Brives-Charensac, Saint-Germain-Laprade, Lavoûte-sur-Loire, Présailles, du Monastier, de Brioude, du Puy, de Craponne-sur-Arzon, Chomelix, Bellevue-la-Montagne, Saint-Paulien. L'ANACR fait chaque année déposer une gerbe aux cérémonies de Bard et du Mont-Mouchet.

Mais c'est l'organisation annuelle, avec l'Inspection académique, du Concours de la Résistance et de la Déportation, où l'ANACR joue un rôle majeur, qui est l'une des principales activités du comité.

«L'on connaît - dit Lucien Volle - l'importance de ce concours pour donner des repères à la jeunesse dans la formation si nécessaire de sa citoyenneté, en lui faisant connaître les valeurs et les idéaux de la Résistance».

Au cours de son intervention, après avoir apporté le salut de la direction nationale et félicité le comité pour son intense activité, Jacques Weiller souligna l'importance de l'action de l'ANACR contre le négationnisme, les héritiers et nostalgiques du nazisme, et évoqua la récente rencontre de l'ANACR avec M. Marc Laffineur, nouveau secrétaire d'État auprès du ministre de la Défense et des Anciens Combattants.

Entretien au cours duquel ses représentants ont renouvelé leur demande d'instauration d'une Journée nationale de la Résistance le 27 mai.

SAVOIE

L'Assemblée Générale de l'ANACR de Savoie, tenue le 17 avril dernier à Ugine, a rassemblé près de 100 participants, avec la participation de Jacques Varin représentant la Direction nationale.

Le rapport moral, présenté par le secrétaire départemental Marcel Rochoix, mit l'accent sur le rôle des Ami(e)s de la Résistance (ANACR), qui doivent prendre le relais des Résistants victimes de l'usure du temps mais dont certains font encore preuve d'une remarquable persévérance et d'une activité non négligeable.

Le rapport du trésorier Paul Linossier a montré un déficit ne mettant pas en péril, pour l'instant, les finances et qui prouve une activité certaine, avec, notamment, la prise en charge de nombreuses cérémonies, en particulier celles de Saint-Georges-d'Hurtières et de Terre-Noire. La bonne tenue des comptes fut soulignée par la commission de contrôle.

Puis le vice-président exposa les diverses activités conduites depuis le Congrès de Coise en avril 2010, donna quelques précisions sur les commémorations et souligna l'hommage rendu à La Bâthie à Constant Paisant, combattant des Glières. En outre, l'ANACR continue à participer au jury du Concours de la Résistance et de la Déportation et apporte sa contribution au voyage des lauréats (en Alsace en 2010).

Jacques Varin évoqua la responsabilité de l'ANACR, principale Association d'anciens Résistants et de passeurs de mémoire, dans la transmission des valeurs de la Résistance et dans la poursuite de son combat, la bataille pour la Journée Nationale de la Résistance le 27 mai, la nouvelle formule du Journal de la Résistance....

Après les interventions de M. Ruffier, Conseiller municipal délégué, et de M. Rieu, Conseiller général, qui dirent leur attachement à la Résistance, une cérémonie patriotique, avec le concours de la fanfare d'Ugine pour les hymnes et sonneries, se tint au Monument aux Morts.

SOUSCRIPTION POUR LA RENOVATION DU SIEGE NATIONAL

Confirmant une résolution déjà prise au Congrès de Marseille en 2008, les congressistes d'Agén ont décidé, en votant la proposition, explicitée par la trésorière nationale, de lancer une souscription pour la rénovation du siège national de l'ANACR.

Acquis en 1968, le siège a besoin de travaux pour maintenir en état ce qui est le patrimoine de l'ANACR, pour aussi se mettre en conformité avec les règles de sécurité aujourd'hui en vigueur.

Cette souscription s'adresse en premier lieu aux Comités départementaux et locaux qui peuvent y participer, mais il est possible à titre individuel d'apporter son soutien.

Grâce à l'apport des premières listes de souscription, deux tranches de travaux – le changement de toutes les fenêtres et la réfection de la plomberie – ont déjà pu être effectuées, la troisième, concernant l'électricité, est engagée...

4^e LISTE

Comité Local de Lanvollon-Plouha (22) : 50€ ; M. Jean Fabregue (30) : 100€ ; Syndicat CGT postes section des retraités (31) : 200€ ; Comité Départemental de l'Indre (36) : 200€ ; M. André Bougie (38) : 10€ ; M. André Catroux (40) : 100€ ; M. Paul Dehez (40) : 30€ ; Comité départemental du Morbihan (56) : 400€ ; Comité Local d'Oullins (69) : 50€ ; Comité départemental de la Sarthe (72) : 150€ ; M. André Houllbreque (76) : 500€ ; Mlle Ida Friedmann (83) : 500€ ; Mme Eliane Dremont (87) : 20€ ; Mme Yvette Debéc (91) : 50€ ; Mme Léa Figueres (92) : 100€ ; TOTAL de la 4^e Liste : 2460€ ; TOTAL GENERAL : 35 325 €.

SOUSCRIPTION NATIONALE

COMITE DEPARTEMENTAL ANACR DE

COMITE LOCAL ANACR DE

Le Président : Le Trésorier :

Mme, M.

Verse : € pour la rénovation du siège national

Chèque joint à l'ordre de l'ANACR nationale

Envoyer au siège à : ANACR, 79 rue Saint-Blaise, 75020-PARIS

Chaque mois, les Comités de l'ANACR ont à déplorer le décès de vaillants camarades qui se distinguèrent dans les combats de la Résistance et de la Libération. La Direction nationale de l'Association et son journal adressent aux familles et amis des disparus leurs condoléances et l'expression de leur fraternelle affection.

Léopold FIGUÈRES (« Léo »), Hauts-de-Seine.

Décédé le 1^{er} août 2011, Léo Figuères était né le 27 mars 1918 à Perpignan (Pyrénées-Orientales) dans une famille d'horticulteurs. Après avoir fréquenté l'école primaire et l'école primaire supérieure de Prades, il est à l'âge de 15 ans apprenti typographe à Perpignan. En 1932, il avait adhéré aux Jeunesses communistes, et fera de même au Parti communiste en 1935. Le 14 juillet 1935, c'est lui qui prononce la déclaration commune des organisations de jeunesse au meeting du stade Buffalo à Montrouge, meeting qui scelle l'alliance politique de toutes les forces constituant le Front populaire. Membre du Comité central des Jeunesses communistes, il va être en 1937, de retour d'un stage de deux ans à l'école de l'Internationale communiste des jeunes (ICJ) à Moscou, le premier secrétaire général de l'Union de la jeunesse agricole de France (UJAF), qu'il représentera en août 1938 au Congrès mondial de la Jeunesse pour la Paix qui se tient à New York, à Vassar collège. Léo Figuères partit en 1938 effectuer son service militaire en Corse, il y restera jusqu'à sa démobilisation en avril 1941. Mais, dès juillet 1940, il y avait repris son action militante en liaison avec la direction du Parti communiste. Revenu sur le continent, il va être, à partir de mai 1941, le dirigeant des Jeunesses communistes clandestines pour la zone sud et le restera jusqu'à la Libération. C'est en 1941 qu'il rencontre Léa Lamoureux (dite « Andrée » dans la Résistance), jeune militante de l'Union des jeunes filles de France (UJFF) du Cher qui avait rejoint la Résistance à l'âge de 18 ans dans le réseau clandestin des JC de la région lyonnaise. Son action et ses responsabilités dans la Résistance vaudront à Léo Figuères la Médaille de la Résistance, la Croix du Combattant volontaire et la Légion d'honneur. Par l'ordonnance du 10 octobre 1944, il va faire partie des six délégués des Forces unies de la jeunesse patriotique (FUJP) à l'Assemblée consultative, avec Guy de Boysson, Pierre Gauthier, René Laurin, Jean Pronteau et René Thuillier. Il devient en 1946 secrétaire général de l'Union de la jeunesse républicaine de France (UJRF), laquelle rassemble autour des Jeunesses communistes d'autres organisations de jeunesse issues de la Résistance. Il sera député des Pyrénées-Orientales en 1945 et 1946 aux deux Assemblées constituantes. Puis, militant de la cause anticolonialiste, venu en Région parisienne, il sera Conseiller général de la Seine puis des Hauts-de-Seine entre 1959 et 1993, et maire de Malakoff de 1965 à 1996. Il était membre de l'ANACR à Malakoff. Auteur de nombreux ouvrages politiques, il avait publié en 2004 « *Et si nous reparlions de la Résistance.* », (éd. Le Temps des cerises, Paris).

René NOUAILLES, Louis CANET (Lot-et-Garonne)

A vingt ans, René Nouailles eut à choisir de partir en Allemagne requis au STO ou, devenant réfractaire, se mettre au service de son pays. Ce qu'il fit, en rejoignant d'abord le groupe Carnot puis le groupe Véry, à Tourliac, qui aura onze fusillés le 14 juillet 1944. René Nouailles participa à la création du comité ANACR de Villers, dont il fut longtemps Porte-Drapeau. Il avait la Croix de CVR.

Louis Canet fut aussi réfractaire au STO et participa aux combats de Saint-Romain-le-

Noble ainsi qu'au sabotage de la ligne de chemin de fer. Il était Croix de C.V.R.

L'ANACR du Lot-et-Garonne déplore aussi la disparition de Paul THEZON, vice-président du Comité de Villers, Croix du Combattant, et de Lucien LAFFON, Pupille de la Nation et Ami de la Résistance.

Pierre KALDOR (Hauts-de-Seine)

Disparu le 6 mars 2011, Pierre Kaldor était né en 1912 d'un père hongrois naturalisé français. Après des études de droit, durant lesquelles il milite à l'Union Fédérale des Etudiants (U.F.E.), il devient avocat en 1935, année de son adhésion au Parti Communiste. Participant en 1935 à Berlin à un congrès international de Droit pénal durant lequel il essaie de faire libérer le dirigeant communiste allemand Thaelmann, il est expulsé d'Allemagne. Marié en décembre 1938 avec Charlotte Szadow, il collabore durant cette période à la revue intellectuelle antifasciste « *Commune* ». Après l'interdiction du Parti communiste français, il est arrêté le 30 octobre 1939 pour « reconstitution de parti dissout » et condamné à cinq ans de prison par le 3^e tribunal militaire de Paris. Emprisonné successivement à Paris, Bourges et Clairvaux, il est transféré en juin 1943 à la maison d'arrêt pour raison disciplinaire de Châlons-sur-Marne d'où il s'évade avec la complicité de Charlotte le 7 novembre 1943, et rejoint la Direction du Front national judiciaire. Le 19 août 1944, lors de la Libération de Paris, il participe avec Joe Nordmann et deux autres avocats à la prise et occupation du ministère de la Justice, le 24 août, il ouvre la première permanence du Secours populaire français. Retourné au Barreau de Paris en mars 1949, il défendra pendant plusieurs décennies les militants nationalistes des colonies françaises, les militants français anticolonialistes, les victimes en Allemagne des interdits professionnels, participera aux instances dirigeantes du Mouvement de la Paix de l'Association Internationale des Juristes Démocrates, il présidera l'Association Française d'Amitié et de Solidarité avec les Peuples d'Afrique (AFASPA). Adhérent de l'ANACR, il était Chevalier de la Légion d'Honneur.

René LAFONT, Gaston PONCE (Ardèche)

Vice-président du Comité départemental ANACR 07 et secrétaire du Comité cantonal de Saint-Péray, élu au Conseil départemental UDAC/Drôme, René Lafont a rejoint les rangs de la Résistance en Ardèche puis l'armée de la Libération, dont il sera démobilisé en étant cité à l'ordre du Régiment par le colonel Descours. Il était titulaire de la Croix de guerre et de la Médaille des Engagés volontaires. Fidèle à l'esprit de la Résistance et hostile à la résurgence des idéologies fascistes ou racistes, il tenait à témoigner auprès des jeunes générations.

Requis pour le STO, Gaston Ponce entra en illégalité puis rejoignit la compagnie FTPF 7108 à Vernoux dès sa constitution, et participa aux différentes opérations de cette compagnie jusque dans le Lyonnais. Puis, en tant que FFI, il rejoignit le bataillon Ravel pour poursuivre les combats de la Libération avec l'Armée des Alpes.

Henri VALÉRY (Corrèze)

Entré dès l'été 1940 avec son frère Edouard dans ce qui deviendra la Résistance, Henri Valéry, disparu le 25 juillet dernier dans sa 89^e

année, participa à Brive à la distribution de tracts du Parti communiste clandestin dirigé par Germain Aubolroux et des premiers numéros du journal « *Combat* » d'Edmond Michelet. Arrêté avec son frère le 30 avril 1942, interné à la prison de Périgueux et condamné par le tribunal militaire à 1 an de prison avec sursis, il est libéré le 5 juin 1942. Surveillé par la police pétainiste, il passe à la clandestinité en juillet 1942 dans l'Indre. Au printemps 1943, il devient - sous le pseudonyme de « *Raynal* » - agent de liaison du Commissaire aux opérations de l'inter-région FTP de Limoges et effectue diverses missions en Corrèze et en Dordogne. Muté à Lyon en août 1943, il est nommé - par le Comité Militaire FTP de zone sud - Commissaire Technique Inter-Régional (CTIR) à Toulouse. En novembre 1943, il est rappelé à Lyon pour être muté à Marseille comme Commissaire Technique de Zone (CTZ). En attendant de rejoindre son affectation, il s'occupe du journal « *France d'Abord* ». Des liaisons de la plus haute importance lui ayant ensuite été confiées par l'état-major FTP de zone sud, il frôle plusieurs fois l'arrestation ; ce qui conduit en mai 1944 à sa « mise au vert » à Toulouse. Au cours du voyage pour s'y rendre, son train étant bloqué à Gourdon (Lot), il est arrêté à Souillac le 6 juin par une troupe de SS précédant la *Das Reich* alors qu'il tente de rejoindre Brive, et est relâché le 8 juin. De retour en Corrèze, il se rend au PC départemental FTP à Clergoux où Roger Lescure, « *Murat* », le nomme CTIR à ses côtés. Il le rejoint à Sarlande vers le 15 juillet et termine sa Résistance dans les derniers jours d'août 1944 au PC Interrégional de Limoges. Henri Valéry poursuit après Guerre son combat pour la défense de la Mémoire et des valeurs de la Résistance au sein du comité ANACR du Pays de Brive. Il était Chevalier de la Légion d'Honneur et Médaille de la Résistance.

Roger TORCOL (Nièvre)

Disparu le 15 août 2011 dans sa 95^e année., Roger Torcol, né le 5 septembre 1916 à Garchy, fut un Résistant de la première heure. En 1940, à l'âge de 24 ans, il fit volontairement le choix de la Résistance. à l'occupant nazi et à ses complices pétainistes. Affecté au Groupe Franc de Fernand Lutinier dès 1942, il participera à diverses opérations. Arrêté le 15 mai 1944, il est interné à la Prison de Nevers. Interrogé, Torturé par la Gestapo, il ne parlera pas. Le 20 août 1944, profitant d'une absence de ses gardiens au cours d'un interrogatoire, il s'évade en compagnie d'un de ses camarades, Joseph Sirot, et reprend sa place dans le combat de Résistance, participant notamment à un engagement contre l'ennemi au Pont de Pouilly-sur-Loire à l'été 44. Il était titulaire des Croix du Combattant et du Combattant Volontaire 1939/1945, de la Médaille des Internés-Résistants, du Diplôme d'honneur et de l'Insigne des Porte-drapeaux.

Pierre SALLES (Lozère/Gard)

Disparu le 7 avril 2011, Pierre Salles, né en 1920 en Algérie, était le benjamin d'une famille de trois garçons dont le père était garde-forestier dans l'Algérois et la mère modeste ouvrière. En 1941, il rejoignit la Résistance, et intégra le maquis d'Ardailles sous l'égide du pasteur Olives à la « *Sourelhade* ». Son nom de maquisard, « *Youkoff* » est cité dans l'ouvrage « *Le Maquis d'Ardailles* », et dans celui du commandant Rascalon « *Résistance et Maquis* ». Puis en 1943 il rejoignit la 32^e compagnie CFL. Il fut cité, médaillé de la Croix de guerre avec étoile d'argent, car il s'illustra à la bataille d'Euzet. Il fut blessé en août 1944 et participa à la libération d'Alès. Nommé caporal-chef en 1947, il épousa la même année une enseignante cévenole et devint garde-forestier dans les hauts cantons lozériens, terminant sa carrière comme technicien

supérieur à l'ONF de Mende. Il retraça son engagement militant de toute une vie dans un ouvrage autobiographique dédié à sa fille unique, «Moisson de souvenirs», publié en 2003. Combattant volontaire de la Résistance, la médaille de la Résistance lui a été décernée à titre posthume le 9 avril 2011 par le Maire de La Calmette (Gard) où il résidait.

Pierre REBIERE Jean RIDOUX, Bernard SIDOBRE (Paris)

Décédé le 20 mars dernier à Paris à l'âge de 73 ans des suites d'un cancer, Pierre Rebière, professeur d'Histoire avant de devenir proviseur et de rejoindre le Rectorat de Paris, était le fils de Pierre Rebière, commissaire du Bataillon Commune de Paris de la 9^e Brigade internationale lors de la Guerre d'Espagne, membre du Comité central du Parti communiste, l'un des formateurs de son Organisation Spéciale, membre du Comité militaire national des FTP, arrêté le 15 décembre 1941 et fusillé au Mont-Valérien le 5 octobre 1942. Cette histoire familiale glorieuse et tragique l'avait conduit à s'investir dans le travail de mémoire. Enfant, il était passé par l'Avenir Social, «le Nid», à la Villette-aux-Aulnes à Mitry-Mory, avec d'autres enfants de fusillés puis de la répression contre le mouvement ouvrier en France et dans le monde garda le souvenir de la solidarité de la CGT et de nombreux intellectuels et artistes tels Picasso ou Yves Montand pour «faire bouillir la marmite» dans cette maison. Il fut le moteur de l'Association Nationale des familles de fusillés et Massacrés de la Résistance, l'un des fondateurs de l'association Les «Amis des combattants en Espagne républicaine» (ACER), il participa aux travaux du Musée de la Résistance Nationale de Champigny et était membre de l'ANACR.

Ayant rejoint très jeune à l'automne 1940 l'Organisation spéciale (O.S.) du Parti communiste, Jean Ridoux, disparu fin août 2011, intègra les Groupes de combat des Jeunesses communistes (dont Albert Ouzoulias a retracé la lutte dans son livre les «Bataillons de la Jeunesse») qui se fondèrent ensuite dans les FTP, dont il deviendra capitaine. Après avoir activement participé à l'Insurrection parisienne en août 1944 dans le 13^e arrondissement de la capitale, il continuera la lutte sous les ordres du colonel Fabien avec le 1^{er} régiment de Paris, groupe tactique de Lorraine qui formera le 151^{er} Régiment d'infanterie, participant à la campagne de France et d'Allemagne.

Né en 1923 à Barc (Eure), Bernard Sidobre, en 3^e année d'apprentissage cheminot à Rennes, rejoindra la Résistance avec quelques camarades, motivé par l'Appel du général de Gaulle. Le 27 février 1942, il est – probablement suite à une dénonciation – arrêté devant ses camarades et le directeur de l'école sur son lieu d'apprentissage par deux policiers en civil qui l'emmenent menottes aux poignets. Interné à Rennes, subissant des interrogatoires musclés, il est jugé par la section spéciale de la Cour d'Appel (sans possibilité de pourvoi ou de recours) et est condamné à un an de prison. Emprisonné à Laval, il est libérable le 31 décembre 1942 mais est maintenu en prison jusqu'au 3 janvier 1943 à la demande des Allemands, qui en prennent alors possession pour le transférer au camp de Compiègne. Le 23 janvier 1943, il quitte Compiègne pour une direction inconnue qui, après 3 jours et 2 nuits, quelquefois sous les bombes, dans la promiscuité, le froid, sans manger ni boire, debout ou couchés se révèle être le camp de concentration de Sachsenhausen, où il est successivement affecté aux Kommandos Klinker et Heink. En avril 1945 (le 20 ?), alors que l'Allemagne nazie vit ses derniers jours, le camp est évacué en colonnes d'une centaine environ, sur les routes, à travers les villages, les champs les bois, dans le froid, sans nourriture, sans eau, sans hygiène, sous les coups. Le 1^{er} mai, alors que les gardiens SS ont été remplacés par des

réservistes, il s'évade et rejoint une ferme isolée avec un camarade français qui meurt le lendemain. Accueilli chaleureusement par les militaires soviétiques, il reste quelques jours avec eux avant de rejoindre la zone américaine pour le rapatriement à partir de Schwerin. Le retour en France par train se fera via la Hollande, la Belgique, Valenciennes et enfin Paris, avec l'hôtel Lutétia ; avant de retrouver ses parents en Normandie le 24 ou 25 mai 1945. Il pèse alors 40 kg pour 1,77 m.

Raphaël GANDIA, Henri CLAVE (Haute-Garonne)

Entré en France lors de la «Retirada» des forces républicaines espagnoles dont il était combattant, Raphaël Gandia, décédé le 20 juin 2011, né en 1917 en Espagne, fut interné au camp d'Argelès. Représentant en chaussures à sa libération du camp, il rejoindra la Résistance et prit la tête du «groupe Martin». Il fut président de l'Amicale des Guérilleros à Toulouse et était membre de l'ANACR.

Né à Brens (Tarn), Henri Clavé, vice-président départemental de l'ANACR, s'est éteint le 4 juillet 2001. Ayant en 1943 rejoint très jeune la Résistance, il intégrera les FTP du groupe Jean Desplats et participera à la libération de Toulouse. Entré en 1945 à la Sureté Nationale, il s'engagera dans le mouvement syndical et mutualiste, et fut jusqu'en 1984 directeur de l'Orphelinat Mutualiste de la Police Nationale à Osmoy (Cher) ; il fut Président de la section Haute-Garonne de l'Association des Anciens Combattants et Résistants du Ministère de l'Intérieur. Il était Chevalier de la Légion d'honneur, Officier de l'Ordre national du Mérite, Officier des Palmes académiques, titulaire de la Croix de CVR et de la Médaille 39-45.

Bernard BELLEMIN (Isère)

Né le 9 mai 1923, il fait son apprentissage de tourneur-fraiseur et a tout juste 16 ans lorsque la guerre éclate. N'acceptant pas la défaite de la France, et désireux de se battre, il rejoint d'abord un groupe de l'A.S., son action essentielle étant alors la distribution de tracts ; ce qui ne le satisfait pas. Impatient de se battre, il quitte l'AS pour rejoindre un groupe FTPF composé essentiellement de jeunes résistants sédentaires et adhère au Parti communiste clandestin. Il participera avec son groupe FTPF après le 6 juin 1944 aux actions dans la région : 11 juin, Reculfort, 8 juillet : Saint-André-le-Gaz, 4 juillet : dynamitage du pont ferroviaire, 14 août : attaque d'un convoi allemand aux Gorges de Chailles, 23 août : dure bataille pour la libération de Bourgoin, bataille à Saint Bonnet-de-Mure, 3 septembre : libération de Lyon. Bernard Bellemin et son groupe intégreront alors la nouvelle armée régulière de la France libérée. Après la capitulation de l'Allemagne, ne voulant pas aller combattre en Indochine il retourne à la vie civile et fera l'essentiel de sa carrière comme tourneur-fraiseur à l'usine Salpa. Son grand chantier sera le Musée de la Résistance. Après des expositions et débats dans les écoles, collèges et lycées de Pont et des environs, ce sera la réalisation avec d'autres camarades de panneaux qui resteront sur place à Pont de Beauvoisin et formeront l'essentiel du matériel exposé au Musée de la Résistance Régionale et de la Déportation, que Bernard faisait vivre en y assurant avec un beau dévouement les permanences plusieurs jours par semaine.

L'ANACR de l'Isère déplore aussi la disparition de Geneviève BLUM, la « Germaine » du Vercors, qui, le 14 juillet 1942, apparut sous les traits de Marianne, coiffée d'un bonnet phrygien et vêtue d'une robe aux couleurs françaises, prenant, drapeau tricolore en mains, la tête du cortège défilant l'occupant.

Léon BORLANT, Paul GUENGAN, Albert LIARD (Seine-Saint-Denis)

Décédé à 94 ans, Léon Borlant entra tout jeune en Résistance dans les FTP où il acquerra le grade de lieutenant. Combattant en région parisienne, il participa à l'insurrection d'août 1944 et rejoindra la Brigade Fabien à la Libération pour poursuivre le combat. Il était Président honoraire du Foyer ACVG de Montreuil et de la section montreuilloise de l'ARAC, cofondateur de l'Association montreuilloise « Appel du 18 juin 1940 ». Membre de l'ANACR, il était Chevalier de la Légion d'honneur et titulaire de nombreuses décorations.

Etre incorporé aux Chantiers de Jeunesse lors de l'été 1940 fut pour Paul Guengan l'occasion, en refusant de saluer le drapeau, de manifester son opposition au régime dit de l'Etat français que Pétain venait d'instaurer par un coup de force constitutionnel. Et quand vint la réquisition deux ans plus tard pour le S.T.O. en Allemagne, il refusa et devint réfractaire, se réfugiant dans la clandestinité avec le soutien du responsable CDLR de Drancy, René Etienne, et de sa fille Christiane, laquelle deviendra son épouse. A la libération de Drancy, il s'engagera et combattrait dans les rangs FFI sur le Front de Royan. Puis ce sera l'occupation en Allemagne. Attentif à la transmission de la mémoire, intervenant dans les établissements scolaires dans le cadre de la préparation du CNRD, parfois avec son épouse Christiane, il était Président-délégué de l'ULAC de Drancy et membre de la Commission départementale de l'ONAC.

Mobilisé en septembre 1939 au 237^e R.I. stationné près de la frontière allemande, Albert Liard, né en 1913 dans le Pas-de-Calais, va connaître la « Drôle de guerre » et l'offensive allemande du 10 mai 1940. Le 9 juin, il est blessé dans le cou à Neuilly-saint-Front, dans l'Aisne et hospitalisé à Soissons. Démobilisé après sa convalescence, il reprend son métier de comptable. C'est par l'intermédiaire de son coiffeur et ami René janvier qu'il trouve dès 1941 le chemin du Front National de Lutte pour la Libération et l'Indépendance de la France. Jusqu'à la Libération, il participera à des distributions de tracts, à des sabotages sur les lignes téléphonique et les orientations de transport dans la gare de triage du Bourget, à l'aide aux réfractaires au S.T.O. Au lendemain du débarquement de Normandie, il est nommé capitaine F.F.I. et, après la grève des Cheminots du 10 août 1944, il participe au déménagement des installations ferroviaires du secteur Drancy-le Bourget que les Allemands – qui seront chassés de la gare de Drancy le 25 août – projetaient de détruire. Le 27 août, Albert Liard, à la tête de la 4^e compagnie FFI, aux côtés du 12^e cuirassiers de la 2^e DB, conduit par le colonel Rouvillois, participe aux combats de la Plaine de Blanc-Mesnil qui refoulent les nazis vers le Nord. Il était Officier de la Légion d'honneur, Médaille de la Résistance, Croix de Guerre avec palmes, Croix du Combattant et de C.V.R.

Roger JACOB (Saône-et-Loire)

Né en 1922, Roger Jacob entra en février 1944 au maquis FTPF-Bard, dit «le Barbu». En septembre 1944, il s'engage au 4^e Choc à Cluny au Régiment Valmy et sera libéré en novembre 1945 à Lindau.

L'ANACR de Saône-et-Loire déplore aussi la disparition de Michel WICKER, né en 1933 et qui a laissé un récit « Remous d'enfance », témoignage sur la vie à Cluny pendant la guerre, ainsi que celle de Robert POURMONET, « Ami de la Résistance » depuis la création en 1994 de leur Comité de Lugny/Aze.

Ancien lauréat du Concours National de la Résistance, j'ai retrouvé dans les papiers de famille une photo de mon grand-père Antonin ESCAFFRE, né le 6 juin 1900 à Toulouse (et qui habitait 8 - puis 27 - avenue Maignan dans cette même ville, où il était 1943 commis aux affaires militaires de la Mairie), le représentant vers 1950 à la Mairie en présence de nombreuses personnes connues - de lui seul et toutes non apparentées. Les survivants ou rescapés de son action ont-ils voulu le retrouver ? Personne ne peut me le dire, car lui-même était très discret sur son action militante ou résistante, de par sa position de chef de famille et des risques encourus par ses enfants. Or, en demandant son dossier retraçant sa carrière administrative à la Mairie de Toulouse - laquelle m'a conseillé de vous écrire -, j'ai appris qu'il était en 1943 commis aux affaires militaires de la Mairie de Toulouse. Qui pourrait m'en dire plus ?

Contacteur Yvan ESCAFFRE
58 bis rue de Chartres - 91410 DOURDAN
Tél : 01 64 59 34 15 - Port : 06 76 26 58 06
E-mail : yvan.escaffre@dbmail.com

Récemment, j'ai consulté les archives départementales du Pas-de-Calais (à Arras et à Dainville) sur la Résistance à Boulogne-sur-Mer. Je recherchais essentiellement les rapports des policiers française et allemande établis pendant cette période : avis de recherche sur des résistants, filatures, comptes-rendus de sabotage...

La direction du Centre des Archives départementales m'avait recommandé une série de documents à consulter (cote W). Mais, à ma grande surprise, le dossier concernant le rapport des renseignements sur les "Mouvements issus de la Résistance de 1943 à 1946 à Boulogne-sur-Mer", ne couvre en réalité que la période suivant la libération de cette ville en 1944. Même si parmi ces documents figure un rapport avec une fiche rajoutée, datée de 1943, le contenu de ce rapport de police concerne en fait fin 1944. En consultant un dossier intitulé "maintien de l'ordre, affaires de sabotages (1940-1945)", on ne trouve quasiment rien...

Contacteur : Ilse GUTEKUNT
E-mail : ilse.gutekunt1@bbox.fr

Cherche coordonnée de personne(s) faisant vivre aujourd'hui le souvenir d'Amis de la Résistance section de Reims. Je voudrais retrouver une personne ayant connu ou côtoyé mon beau-frère Résistant Libé-nord sous le Commandement du Colonel Pierre Bouchez.

Contacteur Dominique MARCHALAND
6 rue Guy-Vanvor - 36210 SAINT-CHRISTOPHE-EN-BAZELLE
Tél : 02 54 40 78 85
E-mail : dominique.marchaland@wanadoo.fr

Je cherche des renseignements sur mon oncle, Jean SEIGLE, décédé depuis de nombreuses années et qui a été enterré au Vercors. Originaire je pense de Grenoble, il a tenu pendant des années le café de la Croix d'or à Valence, dans la Drôme. Je me souviens d'une photo d'époque chez lui, sur laquelle on voit le Général De Lattre le décorer.

Qui aurait entendu parler de lui ?

Contacteur J.R. THEVENON
E-mail : jrt31@wanadoo.fr

Je viens de me rendre compte du passé résistant de mon père - Raymond, Louis, Alexandre JARASSIER - par le biais de la plaque commémorative qui lui a été dédiée par ses camarades, ainsi que par un abonnement datant des années 80 à votre journal. Qui pourrait me donner de plus amples informations concernant cette période de sa vie ?

Contacteur Nathalie RITMANIC-JARASSIER
110, boulevard Théophile-Sueur
93100 MONTREUIL-SOUS-BOIS
Tél : 01 45 28 13 19 - Port : 06 19 06 55 49
E-mail : natandme2003@yahoo.fr

Je recherche des renseignements sur un de mes grands oncles Monsieur Léon Nicolas NEYBOURGER, qui vécut quelques temps à Bordeaux avant son arrestation. Il fut déporté par le train fantôme en partance de Bordeaux le 30-06-1944 et décéda à Mielk (camp annexe de Mauthausen en Autriche) en 1945, il est déclaré « mort pour la France ».

J'aimerais apprendre les raisons de son arrestation et de sa déportation, ainsi que toutes autres informations pouvant m'être utiles pour retracer sa vie durant la Seconde Guerre mondiale. Qui pourrait me renseigner, qui pourrais-je contacter ? Merci par avance.

Contacteur Solenne LHELGOUALCH
23 rue Paul-Sérusier - 56600 LANESTER
E-mail : solenne.lhelgoualch@gmail.com

Suis à la recherche de toute personne pouvant me renseigner sur un Anglais qui aurait été parachuté plusieurs fois en France avec du matériel pour les maquis dans la région de Le Blanc. Il pourrait avoir été surnommé "Le grand" ou "English" et repartir par l'Espagne et le Portugal. Merci d'avance pour toute information.

Contacteur Mme Ivy MANDEREAU
Rue Paul-Fort - 78140-VELIZY
E-mail : ivymandereau@hotmail.fr

Lors de mes recherches généalogiques, j'ai trouvé, concernant mon grand-père, Maurice Henri CARRE, né le 7 septembre 1897 à Paris (5^e), la mention dans le *Journal Officiel* du 15 novembre 1987, page 13347, la mention : « Carré (Maurice, Henri), né le 7 septembre 1897 à Paris (5^e), décédé le 1^{er} février 1945 à Gross-Rosen (Pologne) Qui peut me donner plus renseignements sur Maurice Carré ? A-t-il reçu, à titre posthume, une médaille militaire ou un décret en reconnaissance de son service ?

Contacteur Michel MEHU
E-mail : aemmhhu@aol.com

Je recherche des informations sur mon oncle, Marius GRANDPERRET, Résistant et Déporté à Wattenstedt, puis décédé en 1945. Il dirigeait un réseau de Résistance et serait entré à Provins. Je n'ai pas d'autres informations et j'aimerais bien en savoir plus. Qui peut m'aider ?

Contacteur Claudette GRANDPERRET-MUSADI
Port : 06 87 55 15 74
E-mail : musadi.claudette@neuf.fr

Je recherche des renseignements concernant le passé de Résistant de mon père, Luigino RINALDI, n° matricule 161, brassard n° 121, mouvement de la Voix du Nord, section du Cambrésis. Qui pourrait m'en fournir ?

Contacteur Bruno RINALDI
1, rue Henri-Rouaud - 49000 ANGERS
Port : 06 74 16 54 38
E-mail : rinaldi.br@gmail.com

Je recherche des informations sur Paul LAUMONT, Résistant contre l'occupant et le régime pétainiste à Clermont-Ferrand. D'après les premiers témoignages que j'ai pu collecter, il s'occupait notamment de la fabrication de faux papiers. Arrêté à Clermont-Ferrand en décembre 1943, et interné quatre mois à la prison militaire avant d'être transféré au camp de Compiègne, puis finalement en Allemagne. Qui pourrait me donner de plus amples informations ? Merci par avance.

Contacteur Amaury BERNARD
16 rue Franklin - 78500 SARTROUVILLE
Tél : 01 39 14 42 91 - Port : 06 59 20 78
E-mail : amaurybernard@orange.fr

Je recherche des documents sur la Résistance dans le nord de l'Indre (36) où mon grand-père Théogène BRIANT - Nom de guerre : « Commandant Alex » - dirigeait un groupe de FTP.

Contacteur Bruno FAGUET
36000 CHATEAUXROUX
E-mail : bruno.faguet@free.fr

Qui aurait des renseignements sur le passage de Malraux pendant la guerre à Revel ? Merci de me répondre.

Contacteur Nadine JULLIA
7 rue Henri-Dunant - 31250 REVEL
Tél : 09 53 26 31 51
E-mail : julia.roger@free.fr

Qui pourrait me donner des renseignements sur mon cousin, Jean BROUEL, mort pour la France, décédé le 5 février 1945

dans les combats de la Poche de Royan, sur son rôle pendant la Résistance (il était capitaine FFI dans le Quercy), sur les circonstances de sa mort. Il est enterré dans le cimetière de Cabrerets (Lot) où une plaque commémorative est apposée sur notre maison de famille. D'avance merci.

Contacteur Jean-Christophe BOUISOU
B.P. 62904 - 98702 - Fa'a, TAHITI - POLYNESIE FRANÇAISE
Tél : 829220 - Port : 773679
E-mail : jcb@mail.pf

Je recherche des renseignements concernant un ancien résistant, du Rhône ou de l'Ain, Adrien Christian BODARD (nom de résistant "Fanfan"). Il était dans le camp Didier, secteur 4. Il est décédé en août ou décembre 1948.

Contacteur Valérie KOSKA
11 rue Général-de-Gaulle - 38210 TULLINS
E-mail : koska.denis@orange.fr

De nombreux jeunes ont fui l'Alsace annexée par l'Allemagne nazie et gagné la zone sud rejoignant les unités militaires non dissoutes. Quand la zone sud a été envahie, ils se sont réfugiés dans les campagnes, tels une dizaine d'entre eux dans ma commune de Thoiry en Savoie : lesquels ont rejoint le maquis FTP que j'y ai formé et qui ensuite a rejoint le maquis de Bornette dans le Massif des Bauges.

Une nuit, les Alsaciens et deux non-Alsaciens sont partis vers les Vosges pour tenter d'y créer un maquis.

Les seules nouvelles fiables sur leur sort proviennent du Journal de marche du capitaine Léon Bertrand, alias « Le Malgache », chef de la Compagnie FPT « Madagascar », qui y mentionne l'intégration en son sein du « groupe des Savoyards » rencontré près de Dijon. Trois Alsaciens - Paul Royer, Roger Martin, Victor Schwint - et deux non-Alsaciens, Jean Léveque et Albert Fort (décédés au printemps 1945), sont mentionnés. Que sont devenus les autres partis avec eux de Bornette en Savoie ?

Je fais appel aux lecteurs alsaciens, aux membres survivants du groupe, à leurs familles et amis, à toute personne possédant des documents, lettre, photos...

Contacteur Marcel ROULLET
9, place des Forts - 74150 ROMILLY -
Tél/Fax : 04 50 01 05 65
ou Jean-Michel STEINBACH
22 rue des Hêtres - 67240 SCHIRREIN
Tél : 03 88 65 34 10

Je cherche des informations sur l'abbé Goutaudier. Qui peut m'indiquer des documents exposant notamment son action de résistant ? Merci.

Contacteur Michel AUVOLAT
E-mail : librairie-avolat@orange.fr

Secrétaire de l'ANACR de Hennebont/Inzinzac-Lochrist, je fais des recherches sur la Résistance et j'essaie de reconstituer un historique de certaines unités FFI de la Poche de Lorient. Je recherche les journaux de marche des Bataillons FFI du Morbihan. Qui les posséderait ? Ils sont disponibles au SHAT de Vincennes mais il faut se déplacer ou les acheter.

Je fais des recherches dans les archives locales et départementales, mais certains documents ne sont consultables que par des personnes disposant de dérogations (statut d'historien, chercheur, ...) Quelles démarches faut-il faire pour obtenir ce statut ?

Contacteur Yves JOUAN
18, rue des Mimosa - 56650-INZINZAC-LOCHRIST
Tél : 02 97 36 03 62. E-mail : diwhall@orange.fr

Je recherche des informations sur ma mère Ruth (Malou) KNEPPEL, née le 6 novembre 1913 et maintenant décédée. Elle était responsable du Comité des Femmes Françaises de Villeneuve-sur-Lot de 1943 à 1945 FFI No. 184619 - impasse Luneville, Villeneuve-sur-Lot - ordre du jour 10/1144 secteur 3 - No. 85 responsable à N° 60 commandement de 35 Brig Lang-ger FTP Secteur régional
Contacteur HUPPERT (NEE KNEPPEL) Michele
Melbourne, AUSTRALIE
Port : 610 402 139 653
E-mail : paulhup@mira.net

« Tous bandits d'honneur ! »

Résistance et libération de la Corse. Juin 1940-octobre 1943

de Maurice Choury

Edité une première fois au début des années cinquante, le livre "Tous bandits d'honneur" de Maurice Choury n'était plus disponible malgré deux autres rééditions qui ont suivi. A l'initiative de l'ANACR 2A et avec le concours financier de la Collectivité Territoriale de Corse, une nouvelle édition est livrée au public avec un « In memoriam » complété, un index alphabétique (plus de mille noms recensés) qui n'existait pas dans les précédentes éditions, et enfin avec quelques 70 pages qui sont consacrées à la publication de documents et de pièces d'archives que détiennent Isaline Amalric-Choury et Hyacinthe Choury, ses enfants.

Certes l'historiographie et la recherche ont beaucoup progressé en soixante ans et éclairent d'un jour nouveau certains faits et jugements que contient le livre. Le livre aurait gagné à

s'enrichir de cet apport par l'ajout de notes mais comme l'écrivait déjà Le Général Fernand Gambiez en postface de la 3^e édition : « Ce livre a gardé toute sa valeur de témoignage intègre. Mieux que les autres ouvrages sur le sujet, il a restitué l'atmosphère de cette période ». Et pour cause ! Maurice Choury, responsable de la zone sud du Comité départemental du Front National de Résistance corse, est à partir du printemps 1943, au centre du dispositif militaire et politique de la principale organisation de la Résistance insulaire. Et après guerre, il s'est fait historien et a continué à recueillir de nombreux témoignages.

Ce livre est le récit de « la première insurrection sur le sol national, (...) de l'espoir renaissant, la fierté retrouvée » écrit Arthur Giovoni, qui fut lui aussi membre du Comité départemental du Front national de la Résistance et Député-Maire d'Ajaccio. (...) « Ce livre, poursuit-il, est l'explication méthodique de cette opération à la hardiesse calculée (...). C'est un témoignage capital. Il montre comment eut lieu le déclenchement des opérations militaires, les patriotes ayant forcé la main aux états-majors. Il rappelle la primauté de l'opération corse. Il met en lumière le rôle de l'île dans le contexte de la guerre en Méditerranée et l'apport important de cette base de départ pour la libération de la France. (...) Son mérite essentiel est de montrer que le levier de la lutte, le secret de la victoire sont le sentiment national du peuple et de son union ».

Editions Alain Piazzola. 296 pages. 12 €
Pour recevoir ce livre passer commande à ANACR 2A, Maison du Combattant, 1 boulevard Sampiero, 20000 Ajaccio. Joindre un chèque de 15 €

Maurice Choury

Tous bandits d'honneur !

Résistance et Libération de la Corse
Juin 1940 - Octobre 1943



Editions Alain Piazzola

BULLETIN D'ABONNEMENT

Je m'abonne au Journal de la Résistance (4 n°s par an, 13 €)

Nom : Prénom :

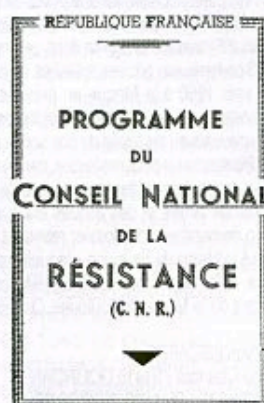
Adresse :

Remplir très lisiblement en lettres capitales, en précisant n° de rue, et - si nécessaire - d'immeuble, d'escalier et d'appartement, code postal et localité.

Renvoyer avec votre règlement par chèque de 13 €

à l'ordre de la SARL France d'Abord

A : ANACR-Journal de la Résistance, 79 rue Saint-Blaise, 75020-PARIS



L'exemplaire : 5€
Par 30 : 4,50€ l'exemplaire
Par 50 : 4€ l'exemplaire
Par 100 : 3€ l'exemplaire

CHRONOLOGIE DE LA RÉSISTANCE,
DE LA FRANCE LIBRE, DE LA GUERRE

repères
pour aborder la Résistance



Association Nationale des Anciens
Combattants et Ami(e)s de la Résistance

L'exemplaire : 3€
Par 50 : 2,5€ l'exemplaire
Par 100 : 2€ l'exemplaire
à l'ANACR, 79 rue St Blaise 75020 PARIS

LE JOURNAL DE LA RÉSISTANCE

FRANCE D'ABORD Rédaction - Administration
79, rue St-Blaise, 75020 Paris

Directeur de Publication : Louis CORTOT

REDACTION - ADMINISTRATION

79, rue Saint-Blaise, 75020 PARIS

Tél. : 01.44.64.80.60 - C.C.P. 4194-42 W PARIS

e.mail : journaldelaresistance@wanadoo.fr

ABONNEMENTS

France.....	13 €
Etranger.....	15 €
Abonnement de soutien.....	25 €
Le numéro.....	3,5 €

CHANGEMENTS D'ADRESSE

Prière de joindre la bande du dernier
numéro reçu et deux timbres-poste pour frais

Edité par la S.A.R.L. FRANCE D'ABORD

Le gérant : Jean-Paul RIFFAULT

Commission paritaire des Publications

et Agences de Presse - N° 0313 A 06405

Imprimerie Multi Incoorpo Photo

3-5, rue de l'Atlas, 75019 Paris

Tél. : 01.40.03.96.60